

Revue financière

22	Rapport de gestion	52	Régimes de paiements fondés sur des actions
22	Mesures non conformes aux IFRS	53	Centre financier international
23	Vue d'ensemble des activités	54	Transactions avec des parties liées
24	Données sur le marché	55	Méthodes comptables critiques et estimations
25	Événements importants au cours de l'exercice 2015	59	Instruments financiers
28	Conjoncture du marché à l'exercice 2015	59	Modifications futures des méthodes comptables et des estimations
28	Perspectives pour l'exercice 2016	60	Contrôles et procédures sur l'information à fournir et contrôle interne à l'égard de l'information financière
29	Aperçu des exercices précédents – Exercice 2014 par rapport à l'exercice 2013	60	Gestion des risques
30	Aperçu financier	63	Politique en matière de dividendes
34	Informations financières trimestrielles	63	Déclaration de dividendes
37	Résultats des secteurs d'activité	63	Renseignements supplémentaires
49	Situation financière	64	Rapport des auditeurs indépendants
50	Arrangements hors bilan	65	États financiers consolidés et notes
50	Situation de trésorerie et sources de financement	110	Renseignements supplémentaires
51	Actions privilégiées	116	Glossaire
51	Données sur les actions en circulation		

MISE EN GARDE CONCERNANT LES ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Le présent document peut contenir des « énoncés prospectifs » (au sens des lois sur les valeurs mobilières applicables). Ces énoncés ont trait à des événements futurs ou au rendement futur, et ils reflètent les attentes, les convictions, les plans, les estimations et les intentions de la direction, ainsi que des énoncés similaires concernant des événements futurs, des résultats, des circonstances, le rendement ou des attentes qui ne sont pas des faits historiques, y compris la situation commerciale et économique, et la croissance, les résultats d'exploitation, le rendement et les perspectives et possibilités d'affaires de Groupe Canaccord Genuity. Ces énoncés prospectifs reflètent les convictions actuelles de la direction et reposent sur des renseignements dont elle dispose actuellement. Dans certains cas, l'utilisation de termes tels que « peut », « sera », « devrait », « prévoir », « projeter », « anticiper », « croire », « estimer », « prédire », « éventuel », « continuer », « cibler », « avoir l'intention de », « entendre », « pouvoir » ou l'utilisation négative de ces expressions ou d'autres expressions semblables indiquent des énoncés prospectifs. Les informations désignées comme étant des « perspectives », notamment celles de la rubrique intitulée « Perspectives pour l'exercice 2016 », contiennent de l'information prospective. De par leur nature, les énoncés prospectifs comportent des incertitudes et risques généraux et particuliers inhérents, et plusieurs facteurs pourraient faire en sorte que les faits ou les résultats réels diffèrent considérablement de ceux dont il est question dans les énoncés prospectifs. Lorsqu'il évalue ces énoncés, le lecteur devrait expressément tenir compte de divers facteurs qui peuvent faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement des énoncés prospectifs. Ces facteurs comprennent, sans toutefois s'y limiter, les conditions du marché et la conjoncture économique, la nature du secteur des services financiers et les risques et incertitudes décrits de temps à autre dans les états financiers consolidés annuels et les états financiers consolidés résumés intermédiaires de la Société ainsi que dans son rapport annuel et sa notice annuelle déposés sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com, ainsi que les facteurs dont il est question aux rubriques « Gestion des risques » du présent rapport de gestion et « Facteurs de risque » dans la notice annuelle qui abordent le risque de marché, le risque de liquidité, le risque de crédit, le risque opérationnel, le risque juridique et le risque lié à la réglementation. Les principaux facteurs ou hypothèses utilisés par la Société pour élaborer les énoncés prospectifs contenus dans le présent document comprennent, sans toutefois s'y limiter, ceux dont il est question à la rubrique « Perspectives pour l'exercice 2016 » du rapport de gestion annuel et ceux abordés de temps à autre dans les états financiers consolidés annuels et les états financiers consolidés résumés intermédiaires de la Société et dans son rapport annuel et sa notice annuelle déposés sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com. La liste qui précède n'est pas exhaustive de tous les facteurs de risque possibles qui peuvent influencer sur les résultats réels. Le lecteur doit tenir compte du fait que la liste des principaux facteurs et hypothèses qui précède n'est pas exhaustive.

Bien que les renseignements prospectifs figurant dans le présent document soient fondés sur des hypothèses raisonnables selon la direction, rien ne garantit que les résultats réels y seront conformes. Les énoncés prospectifs contenus aux présentes sont faits en date du présent document et ne doivent pas être considérés comme représentant les vues de la Société à toute date subséquente à la date du présent document. Certains énoncés figurant dans ce document peuvent être considérés comme des « perspectives financières » au sens des lois canadiennes sur les valeurs mobilières applicables, et ces perspectives financières peuvent ne pas être appropriées à des fins autres que celles du présent document. Sauf si la législation sur les valeurs mobilières applicable l'y oblige, la Société ne s'engage aucunement, et plus précisément renonce, à mettre à jour ou à modifier des énoncés prospectifs, que ce soit en raison de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou pour toute autre raison.

Rapport de gestion

Exercice 2015 clos le 31 mars 2015 – ce document est daté du 2 juin 2015.

Le rapport de gestion suivant de Groupe Canaccord Genuity Inc. vise à aider le lecteur à évaluer les changements importants survenus dans la situation financière, le rendement financier et les flux de trésorerie de l'exercice clos le 31 mars 2015 par rapport à l'exercice précédent, en mettant l'accent sur l'exercice le plus récent. Sauf indication contraire ou à moins que le contexte ne s'y oppose, la « Société » s'entend de Groupe Canaccord Genuity Inc. et « Groupe Canaccord Genuity » désigne la Société et ses filiales directes et indirectes. « Canaccord Genuity » désigne le secteur du financement de sociétés et des marchés des capitaux de la Société. Le rapport de gestion doit être lu avec les états financiers consolidés audités des exercices clos les 31 mars 2015 et 2014, à partir de la page 64 du présent rapport. L'information financière de la Société est exprimée en dollars canadiens, à moins d'indication contraire. Les états financiers consolidés de la Société pour les exercices clos les 31 mars 2015 et 2014 sont préparés selon les Normes internationales d'information financière (IFRS).

Mesures non conformes aux IFRS

Certaines mesures non conformes aux IFRS sont utilisées par Groupe Canaccord Genuity comme mesures du rendement financier. Les mesures non conformes aux IFRS n'ont pas de signification normalisée prescrite par les IFRS et ne sont donc pas comparables à des mesures similaires présentées par d'autres sociétés. Les mesures non conformes aux IFRS présentées incluent les actifs sous administration, les actifs sous gestion, la valeur comptable par action ordinaire après dilution, le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et des chiffres ne tenant pas compte des éléments importants.

Le capital de Groupe Canaccord Genuity est représenté par les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et, par conséquent, la direction se sert du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (RCP) comme mesure du rendement. La Société utilise également comme mesure du rendement la valeur comptable par action ordinaire (nombre dilué). La valeur comptable par action ordinaire après dilution correspond au total des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires divisé par le nombre d'actions ordinaires diluées en circulation et, depuis le T1/14, est ajusté pour tenir compte des actions achetées dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités (OPRCNA) mais non encore annulées et du nombre estimatif de renoncations relativement aux actions dont les droits n'ont pas été acquis aux termes des régimes de paiements fondés sur des actions.

Les actifs sous administration (ASA) et les actifs sous gestion (ASG) représentent des mesures des actifs des clients non conformes aux IFRS qui sont communes aux activités de gestion de patrimoine. Les ASA – Canada, les ASG – Royaume-Uni et Europe ou les ASG – Australie représentent la valeur de marché des biens des clients qui sont gérés et administrés par Gestion de patrimoine Canaccord Genuity, dont la Société tire des commissions ou des honoraires. Cette mesure englobe les fonds détenus dans des comptes clients, de même que la valeur de marché globale de positions acheteur et vendeur sur titres. Les ASG au Canada comprennent tous les actifs gérés de manière discrétionnaire dans le cadre de programmes qui sont généralement appelés Programme de conseils en placement CT et Programme de gestion des placements des particuliers CT. Les services fournis comprennent la sélection des placements et la prestation de conseils en placement. La méthode qu'emploie la Société pour calculer les ASA – Canada, les ASG – Canada, les ASG – Royaume-Uni et Europe ou les ASG – Australie peut différer des méthodes utilisées par d'autres sociétés et, par conséquent, pourrait ne pas être comparable à celles d'autres sociétés. La direction utilise ces mesures pour évaluer le rendement opérationnel du secteur Gestion de patrimoine Canaccord Genuity. Les ASG – Canada sont également administrés par Gestion de patrimoine Canaccord Genuity et sont inclus dans les ASA – Canada.

Les éléments tirés des états financiers qui ne tiennent pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Les éléments importants pour ces fins sont définis comme comprenant les frais de restructuration, l'amortissement des immobilisations incorporelles et les éléments de la charge liée aux acquisitions, qui englobent les frais comptabilisés dans le cadre de projets d'acquisition réalisés ou non. Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 31.

La direction est d'avis que ces mesures non conformes aux IFRS permettront une meilleure évaluation du rendement d'exploitation des activités de la Société et favoriseront une comparaison significative des résultats de la période considérée avec ceux des périodes antérieures et futures. Les chiffres présentés compte non tenu des éléments importants fournissent des renseignements utiles en excluant certains éléments qui pourraient ne pas être représentatifs des résultats d'exploitation de base de Groupe Canaccord Genuity. Il existe une restriction à l'utilisation de ces chiffres qui ne tiennent pas compte des éléments importants. En effet, les incidences comptables de ces éléments selon les IFRS reflètent en réalité les résultats financiers sous-jacents des activités de Groupe Canaccord Genuity; ainsi, ces incidences doivent être prises en compte dans l'évaluation et l'analyse des résultats financiers de la Société. Par conséquent, la direction estime que les mesures du rendement financier de la Société conformes aux IFRS et celles non conformes aux IFRS doivent être prises en compte parallèlement.

Vue d'ensemble des activités

Par l'entremise de ses principales filiales, Groupe Canaccord Genuity Inc. est une entreprise de services financiers de plein exercice indépendante et de premier plan qui exerce ses activités dans deux des principaux segments du secteur des valeurs mobilières : la gestion de patrimoine et les marchés des capitaux. Depuis sa création en 1950, la Société est mue par un engagement indéfectible à bâtir des relations clients durables. Nous y parvenons en générant de la valeur par des solutions de placement, des services de courtage et des services de financement de sociétés complets pour notre clientèle constituée de particuliers, d'institutions et de sociétés. Groupe Canaccord Genuity exploite des bureaux dans 10 pays à l'échelle mondiale, dont des bureaux de gestion de patrimoine au Canada, en Australie, au Royaume-Uni et en Europe. Canaccord Genuity, la division internationale des marchés des capitaux de la Société, mène des activités au Canada, aux États-Unis, au Royaume-Uni, en France, en Irlande, à Hong Kong, en Chine, à Singapour, en Australie et à la Barbade.

Groupe Canaccord Genuity Inc. est coté sous le symbole CF à la Bourse de Toronto et sous le symbole CF. à la Bourse de Londres. Les actions privilégiées de série A de Canaccord Genuity sont négociées à la Bourse de Toronto sous le symbole CF.PR.A. et les actions privilégiées de série C de Canaccord Genuity sont inscrites sous le symbole CF.PR.C.

Nos activités sont assujetties à la conjoncture générale sur les marchés des actions et des obligations à l'échelle mondiale.

ACTIVITÉS DE GROUPE CANACCORD GENUITY INC.

Les activités de Groupe Canaccord Genuity Inc. sont divisées en deux secteurs d'affaires : Canaccord Genuity (financement de sociétés et activités sur les marchés des capitaux) et Gestion de patrimoine Canaccord Genuity. Ensemble, ces activités offrent un vaste éventail de produits complémentaires de placement, de services de courtage et de services de financement de sociétés aux institutions, aux sociétés et aux particuliers clients de la Société. Le secteur administratif de la Société est désigné sous le nom de Non sectoriel et autres.

Canaccord Genuity

Canaccord Genuity offre aux sociétés et aux institutions partout dans le monde une plateforme intégrée pour la recherche sur les actions, les ventes, la négociation et le financement de sociétés, reposant sur des activités d'envergure au Canada, au Royaume-Uni, en Europe, aux États-Unis, en Chine, à Hong Kong, à Singapour, en Australie et à la Barbade.

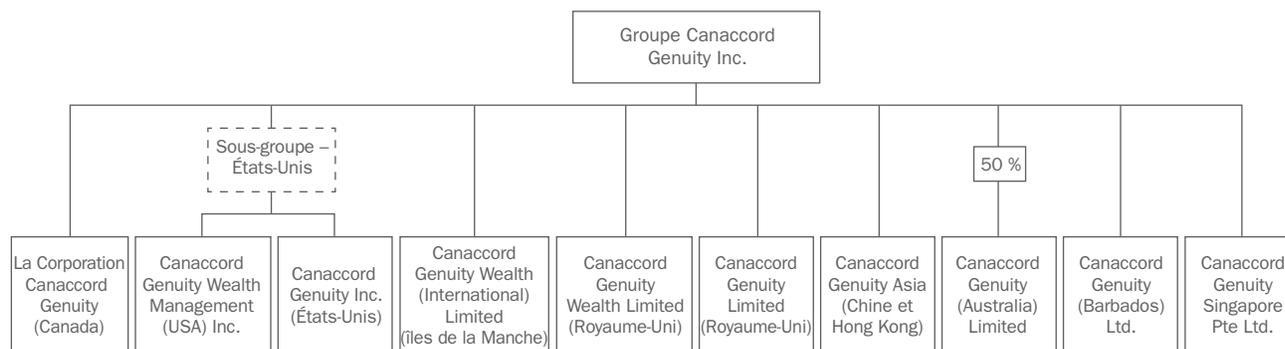
Gestion de patrimoine Canaccord Genuity

Gestion de patrimoine Canaccord Genuity offre des solutions de gestion de patrimoine et des services de courtage complets aux particuliers, aux organismes de bienfaisance et aux intermédiaires, en misant sur un large éventail de services adaptés aux besoins des clients dans chacun de ses marchés. La division de gestion de patrimoine de la Société a maintenant des conseillers en placement et des experts en placement au Canada, en Australie, au Royaume-Uni, aux îles de la Manche et à l'île de Man.

Non sectoriel et autres

Le secteur administratif de Groupe Canaccord Genuity, désigné sous le nom de Non sectoriel et autres, englobe les produits des activités ordinaires et les charges liés à la prestation de services de courtage de correspondance, les intérêts bancaires et autres intérêts créditeurs, les profits et pertes de change, et les activités qui ne sont pas précisément imputables à Canaccord Genuity ou à Gestion de patrimoine Canaccord Genuity. Ce secteur comprend également les groupes de services opérationnels et de soutien de la Société, qui sont chargés des systèmes de technologie de l'information de guichet et d'arrière-guichet, de la conformité et de la gestion des risques, des activités, des affaires juridiques, des finances et de toutes les autres fonctions administratives de Groupe Canaccord Genuity Inc.

Structure de la Société



L'organigramme présente les principales sociétés en exploitation du Groupe Canaccord Genuity.

La Société détient 50 % des actions émises de Canaccord Financial Group (Australia) Pty Ltd. et de Canaccord Genuity (Australia) Limited; toutefois, à des fins comptables, la Société est considérée comme détenant une participation de 60 % en date du 31 mars 2015, en raison des actions détenues dans une fiducie contrôlée par Canaccord Financial Group (Australia) Pty Ltd. (50 % au 31 mars 2014).

ACTIVITÉS COMMERCIALES

Nos activités sont liées à la conjoncture générale sur les marchés des obligations et des actions mondiaux. La date de comptabilisation des produits des activités ordinaires peut aussi avoir une incidence notable sur les résultats trimestriels de la Société. La majeure partie des produits tirés des transactions de prise ferme et de consultation sont comptabilisés lorsque la transaction est conclue. Ainsi, les résultats trimestriels peuvent également être touchés par le calendrier de nos activités sur les marchés des capitaux.

La Société a pris des mesures pour réduire son risque à l'égard des variations sur les marchés des actions et des économies locales en diversifiant non seulement sa couverture sectorielle, mais également sa présence à l'échelle internationale. Grâce à sa diversification dans les grands centres financiers, la Société a toujours bénéficié de la vigueur des marchés des actions.

Données sur le marché

VALEUR TOTALE DE FINANCEMENT PAR BOURSE

	T1/15	T2/15	T3/15	T4/15	Exercice 2015	Exercice 2014	Variation 2015/2014
Bourse de Toronto et Bourse de croissance TSX (en milliards \$ CA)	17,0	15,0	10,8	17,3	60,1	48,7	23,4 %
AIM (en milliards £)	1,9	0,8	1,4	0,9	5,0	5,1	(2,0) %
NASDAQ (en milliards \$ US)	28,0	12,7	18,2	25,5	84,4	72,3	16,7 %

Sources : Statistiques de la Bourse de Toronto, statistiques de LSE AIM, Equidesk

Les valeurs totales de financement à la Bourse de Toronto, à la Bourse de croissance TSX, à l'AIM et au NASDAQ ont toutes enregistré une augmentation par rapport à l'exercice précédent.

INCIDENCE DES SOUBRESAUTS DES MARCHÉS DES CAPITAUX

À titre de maison de courtage, la Société tire ses produits des activités ordinaires surtout des commissions sur ventes, de la prise ferme et des honoraires de consultation, et des activités de négociation. Par conséquent, les activités de la Société sont très sensibles à la situation sur les marchés financiers et à la conjoncture économique, principalement en Amérique du Nord et en Europe et, jusqu'à un certain point, en Asie et en Australie. Les initiatives de prospection internationales à long terme de Groupe Canaccord Genuity menées ces dernières années ont jeté des bases solides pour la diversification de ses produits des activités ordinaires. Grâce à sa stratégie d'investissement conservatrice, la Société demeure concurrentielle dans le paysage financier d'aujourd'hui en constante évolution.

Au cours de l'exercice 2015, les activités sur les marchés des capitaux de la Société ont été axées sur les secteurs suivants : métaux et mines, énergie, technologie, soins de santé et sciences de la vie, agriculture, médias et télécommunications, produits financiers, produits de consommation et de détail, immobilier et hôtellerie, infrastructures, transport et produits industriels, papier et produits forestiers, technologies propres et développement durable, services de soutien, aérospatiale et matériel de défense, loisirs, industries diversifiées, placements privés et sociétés de placement. La couverture de ces secteurs englobait le financement de sociétés, les services de fusions et acquisitions et de consultation, et les activités touchant les actions institutionnelles, comme la vente, la négociation et la recherche.

Événements importants au cours de l'exercice 2015

NON SECTORIEL ET AUTRES

- En juin 2014, la Société a été ajoutée à l'indice composé S&P/TSX, à l'indice de dividendes composé S&P/TSX et à l'indice à bêta élevé S&P/TSX.
- Le 6 août 2014, la Société a tenu son assemblée générale annuelle des actionnaires de 2014, au cours de laquelle tous les administrateurs mis en candidature ont été réélus ou élus au conseil, y compris M^{me} Kalpana Desai à un poste d'administratrice indépendante.
- Le 8 août 2014, la Société a renouvelé son offre publique de rachat dans le cours normal des activités (OPRCNA)/programme de rachat, qui lui procure la capacité de racheter, à sa discrétion, jusqu'à concurrence de 5 100 049 de ses actions ordinaires par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto à des fins d'annulation. Au cours de l'exercice 2015, la Société a racheté 1 197 649 de ses actions ordinaires dans le cadre de l'OPRCNA.
- Le 5 novembre 2014, le conseil d'administration a nommé M. Dennis Miller à un poste d'administrateur indépendant.
- En janvier 2015, la Société a nommé Jefferies International Ltd. à titre de courtier adjoint.
- En février 2015, la Société a annoncé qu'elle prévoyait réduire de 4 % son effectif dans ses activités sur les marchés des capitaux mondiaux.
- Le 1^{er} avril 2015, M. Paul Reynolds, président et chef de la direction de Groupe Canaccord Genuity Inc., est décédé à la suite d'une urgence médicale survenue à la fin mars 2015. Le conseil d'administration a nommé M. David Kassie au poste de chef de la direction de la Société. M. Kassie occupe maintenant les fonctions de président du conseil et de chef de la direction de Groupe Canaccord Genuity Inc.

CANACCORD GENUITY

- Canaccord Genuity a généré des produits des activités ordinaires de 613,1 millions \$ à l'exercice 2015.
- Le résultat net avant impôt compte non tenu des éléments importants¹ s'est établi à 44,3 millions \$, en baisse de 42,3 millions \$ par rapport à l'exercice précédent.
- Canaccord Genuity a été chef de file pour 85 transactions à l'échelle internationale, chacune dépassant 1,5 million \$, mobilisant ainsi un produit total de 4,6 milliards \$ CA au cours de l'exercice 2015. Sur ces transactions :
 - le secteur du Canada a été chef de file pour 38 transactions, qui ont recueilli 2,6 milliards \$ CA;
 - le secteur du Royaume-Uni a été chef de file pour 10 transactions, qui ont totalisé 696,9 millions \$ CA;
 - le secteur des États-Unis a été chef de file pour 11 transactions, qui ont récolté 810,9 millions \$ CA;
 - le secteur de l'Asie et de l'Australie a été chef de file pour 26 transactions, qui ont mobilisé 506,1 millions \$ CA.
- Au cours de l'exercice 2015, Canaccord Genuity a participé à un total de 340 transactions dans le monde, chacune dépassant 1,5 million \$, mobilisant ainsi un produit brut de 39,2 milliards \$ CA. Sur ces transactions :
 - le secteur du Canada a participé à 208 transactions, qui ont recueilli 25,1 milliards \$ CA;
 - le secteur du Royaume-Uni a participé à 23 transactions, qui ont totalisé 3,7 milliards \$ CA;
 - le secteur des États-Unis a participé à 67 transactions, qui ont récolté 9,5 milliards \$ CA;
 - le secteur de l'Asie et de l'Australie a participé à 42 transactions, qui ont mobilisé 947,6 millions \$ CA.
- Au cours de l'exercice 2015, les transactions de financement de sociétés importantes pour Canaccord Genuity ont compris les suivantes :
 - Deux transactions totalisant 586,5 millions \$ CA pour The Intertain Group Limited à la Bourse de Toronto
 - Une transaction de 316,8 millions \$ US pour 3D Systems, Inc. à la Bourse de New York
 - Une transaction de 294,0 millions £ pour Polypipe Group PLC à la Bourse de Londres
 - Une transaction de 289,8 millions \$ CA pour Callidus Capital Corp. à la Bourse de Toronto
 - Une transaction de 172,6 millions \$ CA pour Bellatrix Exploration Ltd. à la Bourse de Toronto et à la Bourse de New York
 - Deux transactions totalisant 161,6 millions \$ CA pour Kinaxis Inc. à la Bourse de Toronto
 - Une transaction de 154,4 millions £ pour OneSavings Bank PLC à la Bourse de Londres
 - Une transaction de 125,0 millions \$ CA pour Canacol Energy Ltd. à la Bourse de Toronto
 - Une transaction de 120,8 millions £ pour Game Digital PLC à la Bourse de Londres
 - Une transaction de 115,0 millions \$ CA pour Lumenpulse Inc. à la Bourse de Toronto

1) Les chiffres compte non tenu des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 22.

- Une transaction de 100,0 millions £ pour Volution Group PLC à la Bourse de Londres
- Une transaction de 95,0 millions £ pour Ediston Property Investment Company PLC à la Bourse de Londres
- Une transaction de 92,0 millions £ pour Eurocell PLC à la Bourse de Londres
- Une transaction de 79,3 millions £ pour Patisserie Holdings PLC à l'AIM
- Une transaction de 65,0 millions \$ US pour Avinger, Inc. au NASDAQ
- Une transaction de 56,0 millions £ pour Intelligent Energy Plc à la Bourse de Londres
- Une transaction de 45,0 millions \$ CA pour NYX Gaming Group Limited à la Bourse de Toronto
- Une transaction de 41,0 millions £ pour Matomy Media Limited à la Bourse de Londres
- Une transaction de 36,3 millions £ pour Mortgage Advice Bureau à l'AIM
- Une transaction de 26,0 millions £ pour EKF Diagnostics à la Bourse de Londres
- Au Canada, Canaccord Genuity a mobilisé 821,0 millions \$ pour des émissions d'obligations gouvernementales et 167,1 millions \$ pour des émissions d'obligations de sociétés au cours de l'exercice 2015.
- Au cours de l'exercice 2015, les transactions de fusions et acquisitions et de consultation importantes ont compris les suivantes :
 - Conseiller de Groupe de jeux Amaya Inc. dans le cadre de l'acquisition de Rational Group pour un montant de 4,9 milliards \$ US
 - Conseiller de The Intertain Group Limited dans le cadre de l'acquisition de Jackpotjoy pour un montant de 425,8 millions £
 - Conseiller de Yamana Gold dans le cadre de l'acquisition conjointe de 3,9 milliards \$ CA, avec Mines Agnico Eagle Limitée, de Corporation Minière Osisko
 - Conseiller de SOF Investments dans le cadre de la vente de Moneycorp à Bridgepoint pour un montant de 212,0 millions £
 - Conseiller de B2Gold Corp. dans le cadre de sa fusion avec Papillon Resources Limited
 - Conseiller de TowerBrook Capital Partners dans le cadre de l'acquisition d'Independent Clinical Services auprès de The Blackstone Group
 - Conseiller de Medical Action Industries Inc. dans le cadre de son acquisition par Owens & Minor
 - Conseiller de Jaguar Mining Inc. dans le cadre de la restructuration de son capital de 315,0 millions \$ US
 - Conseiller de DHX Media Limited dans le cadre de l'acquisition de Family Channel, Disney XD, Disney Junior (en anglais) et Disney Junior (en français)
 - Conseiller d'Ultimo dans le cadre de sa cession à B2 Holding ASA
 - Conseiller de Plan Group dans le cadre de sa vente à Bouygues SA
 - Conseiller de Nordion Inc. dans le cadre de sa vente à Sterigenics International pour un montant de 826,0 millions \$ US
 - Conseiller d'AIB, de RBS et de Santander dans le cadre de la cession de Morethan Hotels Group à Somerston Capital et Lone Star
 - Conseiller de Mines Agnico Eagle Limitée dans le cadre de son acquisition de Cayden Resources Inc.
 - Conseiller d'Essar Power Canada Holdings Inc. dans le cadre de son financement par emprunt de 65,0 millions \$ US
 - Conseiller de Bridgepoint dans le cadre de l'acquisition de ASK Italian et de Zizzi pour un montant de 250,0 millions £
 - Conseiller de The Co-operative Bank dans le cadre de la vente d'Illius Properties Limited à Salmon Real Estate Limited pour un montant de 157,5 millions £
 - Conseiller de TA Associates dans le cadre de la cession de MandM Direct pour un montant de 120,0 millions £
 - Conseiller de Regard Holdings Limited dans le cadre de sa cession par MML Capital Partners à Montreux Healthcare Funds et Macquarie Lending pour un montant de 120,0 millions £
 - Conseiller de World Energy Solutions, Inc. dans le cadre de sa vente à EnerNOC, Inc.
 - Conseiller de Minova Insurance Holdings dans le cadre de sa mobilisation de capitaux auprès de Capital Z Partners Management
 - Conseiller de Paperny Entertainment Inc. dans le cadre de sa vente à Entertainment One Limited

GESTION DE PATRIMOINE (MONDIAL)

- À l'échelle mondiale, Gestion de patrimoine Canaccord Genuity a généré des produits des activités ordinaires de 257,2 millions \$ au cours de l'exercice 2015.
- Les actifs sous administration au Canada et les actifs sous gestion au Royaume-Uni et en Europe ainsi qu'en Australie totalisaient 33,3 milliards \$ au 31 mars 2015².

GESTION DE PATRIMOINE (AMÉRIQUE DU NORD)

- Gestion de patrimoine Canaccord Genuity (Amérique du Nord) a généré des produits des activités ordinaires de 125,3 millions \$ au cours de l'exercice 2015.
- La perte nette avant impôt sur le résultat s'est élevée à 7,1 millions \$.
- Les actifs sous administration s'établissaient à 10,7 milliards \$ au 31 mars 2015, en hausse de 5,6 % par rapport à 10,2 milliards \$ à la fin de l'exercice 2014².
- Les actifs sous gestion atteignaient 1,6 milliard \$ au 31 mars 2015, en hausse de 29,7 % par rapport à 1,2 milliard \$ à la fin de l'exercice 2014².
- Au 31 mars 2015, Gestion de patrimoine Canaccord Genuity comptait 152 équipes de conseillers au Canada³, soit huit équipes de moins qu'au 31 mars 2014.

GESTION DE PATRIMOINE (ROYAUME-UNI ET EUROPE)

- Gestion de patrimoine Canaccord Genuity (Royaume-Uni et Europe) a généré des produits des activités ordinaires de 125,6 millions \$ et, compte non tenu des éléments importants, a comptabilisé un résultat net de 21,6 millions \$ avant impôt à l'exercice 2015¹.
- Les actifs sous gestion (discrétionnaires et non discrétionnaires) ont atteint 21,8 milliards \$ (11,6 milliards £), une hausse de 8 % par rapport à ceux de 20,2 milliards \$ (10,0 milliards £) à la fin de l'exercice 2014².
- Au 31 mars 2015, Gestion de patrimoine Canaccord Genuity regroupait 114 gestionnaires en placement et gestionnaires de fonds au Royaume-Uni et en Europe, soit quatre de moins qu'au 31 mars 2014.

1) Les chiffres compte non tenu des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 22.

2) Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 22.

3) Les équipes de conseillers comprennent normalement un ou plusieurs conseillers en placement et leurs assistants et adjoints, qui gèrent un ensemble commun de comptes clients. Les équipes de conseillers qui sont dirigées par un conseiller en placement ou constituées d'un seul conseiller en placement qui détient son permis depuis moins de trois ans sont exclues du nombre de nos équipes de conseillers, car il faut habituellement trois ans environ à un nouveau conseiller en placement pour se constituer un portefeuille de taille moyenne.

Conjoncture du marché à l'exercice 2015

À l'amorce de l'exercice 2015, la croissance de l'économie américaine s'est nettement affermie. Alors que le taux de chômage aux États-Unis a baissé de façon constante et que l'inflation globale s'est accélérée pour atteindre 2 %, la Réserve fédérale américaine (Fed) a graduellement restreint son programme d'achat d'obligations (mesures d'assouplissement quantitatif) au cours du premier semestre de l'exercice. Ailleurs, la zone euro a connu une très faible inflation et une reprise économique fragile, les banques hésitant à consentir des prêts aux ménages et aux entreprises. Pour faciliter l'accès au crédit, la Banque centrale européenne (BCE) a réduit les taux directeurs et a annoncé des opérations ciblées de refinancement à long terme accompagnées de conditions d'accès au crédit pour les banques engagées dans les activités de prêt. Tout au long de l'exercice 2015, l'euro s'est déprécié en raison de la politique monétaire de la BCE qui est un peu plus souple que celle d'autres banques centrales dans le monde. La croissance en Chine a ralenti, les autorités monétaires voulant éviter de stimuler la croissance et de créer une possible bulle immobilière. Au Japon, l'économie s'est étonnamment contractée par suite de l'augmentation de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA). Dans l'ensemble, les préoccupations à l'égard de la croissance mondiale sont de plus en plus vives, malgré les conditions de financement accommodantes et le soutien des banques centrales tant dans les marchés développés que dans les marchés émergents. La fin des mesures d'assouplissement quantitatif aux États-Unis a quelque peu bouleversé les marchés émergents, car elle coïncidait avec le commencement d'une phase d'appréciation du dollar américain. La plupart des entreprises qui mènent des activités dans des marchés émergents ayant une dette libellée en dollars américains, le risque de financement est apparu, et les devises des marchés émergents, tout comme le dollar canadien, se sont retrouvées sous pression. Néanmoins, grâce à l'abondance de liquidités, les actions américaines et canadiennes sont toujours en hausse. Le S&P/TSX a enfin atteint un nouveau sommet en septembre 2014, dépassant le niveau de résistance des 15 000 points qui prévalait depuis 2008.

Au cours du second semestre de l'exercice 2015, les prix du pétrole brut se sont effondrés en raison d'une forte hausse de la production de pétrole de schiste aux États-Unis et de la décision de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) de ne pas limiter la production afin d'éviter une surabondance sur les marchés du pétrole mondiaux. La Banque du Canada a réagi en abaissant les taux de façon inattendue au T4/15, afin de protéger l'économie canadienne contre un ralentissement attribuable au pétrole. Cette baisse inattendue des taux a fait dégringoler le dollar canadien. Malgré l'inflation très timide et une croissance anémique, la Fed a mis fin à ses mesures d'assouplissement quantitatif du fait de l'amélioration marquée des conditions du marché de l'emploi. Lors de sa dernière réunion de politique monétaire de l'année civile 2014, la Fed a annoncé que sa politique de taux d'intérêt était désormais fondée sur les données, plus particulièrement celles ayant trait aux pressions inflationnistes et à la santé de l'économie mondiale. En Europe, la BCE a mis en place un vaste programme d'achat d'actifs (mesures d'assouplissement quantitatif) en janvier 2015. Au Japon, la Banque du Japon a annoncé qu'elle élargirait davantage son bilan afin d'atteindre sa cible d'inflation de 2 %. Comme l'on s'attend à ce que la politique monétaire des États-Unis soit plus restrictive par rapport au reste du monde, le dollar américain a commencé à s'apprécier très rapidement. En Chine, la Banque populaire de Chine a elle aussi assoupli ses conditions monétaires, à commencer par une réduction des taux inattendue en novembre. La dégringolade des prix de l'énergie a évoqué une possible déflation, ce qui a amené plusieurs banques centrales dans le monde à baisser les taux de façon audacieuse. Les économies de l'Europe et de l'Asie étant bénéficiaires nets des faibles prix du pétrole, le cycle haussier de longue date des actions nord-américaines s'est arrêté, et les actions mondiales ont amorcé un cycle très attendu de rendement supérieur.

Au cours de l'exercice 2015, les prix des marchandises ont souffert du ralentissement de la croissance mondiale et de la phase d'appréciation rapide du dollar américain (indice du dollar américain (DXY) en hausse de 22,8 %). Les prix du pétrole brut, du cuivre et de l'or ont reculé de respectivement 53,0 %, 8,8 % et 7,9 %. Comme on pouvait s'y attendre, les actions du secteur des ressources ont dégagé un rendement nettement inférieur à celui du marché. Parallèlement, les actions productrices de dividendes élevés ont profité de la baisse des rendements obligataires. Le S&P/TSX (4,0 %) a affiché un rendement de 10,4 % moins élevé que celui du S&P 500. Enfin, la faiblesse des prix des marchandises a particulièrement nui à l'indice S&P/TSX des sociétés à faible capitalisation (-12,3 %).

Perspectives pour l'exercice 2016

La croissance de l'économie mondiale devrait reprendre de la vigueur à compter du second semestre de l'année civile 2015. Tout comme l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), le Fonds monétaire international (FMI), dans son rapport semestriel intitulé Perspectives de l'économie mondiale, prévoit que la croissance mondiale se ravivera quelque peu en 2015. En fait, selon le FMI, la croissance du PIB mondial passera de 3,4 % en 2014 à 3,5 % en 2015 et à 3,8 % en 2016. En 2015, la croissance dans les marchés développés devrait se redynamiser grâce à des remontées aux États-Unis, en Europe et au Japon. Cependant, la croissance dans les marchés émergents devrait s'essouffler, reflétant les perspectives à la baisse pour la Chine et les pays exportateurs de pétrole. Fait à noter, l'économie mondiale devrait tirer profit du recul global des rendements à long terme nominaux et réels des obligations, des faibles prix du pétrole, qui dépendent davantage de l'offre que de la demande, ainsi que de l'affermissement du dollar américain, qui a détourné la demande vers les pays les plus faibles. En combinant ces trois facteurs et en tenant compte de leurs répercussions décalées, nous nous attendons à ce que l'activité économique mondiale s'accélère au cours du second semestre de l'année civile 2015.

D'après les récentes prévisions relatives à la croissance des pays du FMI, nous estimons que les marchés développés seront responsables de 30 % de la croissance du PIB mondial en 2015, comparativement à 70 % pour les marchés émergents. Ce fait est particulièrement important, étant donné que les principales économies des marchés émergents, comme la Chine et l'Inde, sont des importateurs nets de pétrole brut et devraient profiter des faibles prix de l'énergie. Nous nous attendons à observer un rebond synchronisé dans les économies des marchés développés au cours du second semestre de l'année civile 2015, ce qui fera augmenter les rendements obligataires mondiaux et soutiendra les prix des marchandises et des actions sous-jacentes.

Nous nous attendons non seulement à ce que les politiques monétaires dans le monde soient mieux synchronisées au cours de l'année civile 2015, mais aussi à un recouplage des marchés développés et des marchés émergents vers la fin de l'exercice. C'est à ce moment que, à notre avis, la Fed commencera à graduellement normaliser les taux d'intérêt. L'incertitude quant au moment exact de la première hausse des taux par la Fed peut entretenir la volatilité sur les marchés tout au long de l'exercice, particulièrement si le dollar américain recommence à s'affermir. Cela dit, nous croyons que les marchés boursiers continueront d'afficher de bons rendements, soutenus par les actions tardives ou les actions cycliques du secteur des ressources, qui demeurent grandement sous-évaluées.

Pour ce qui est des activités sur les marchés des capitaux, nous pensons que nous poursuivrons sur la lancée amorcée l'an dernier jusqu'à la fin de l'exercice 2016. Cela signifie que Canaccord Genuity profitera de solides contributions de toutes ses plateformes géographiques. La volatilité accrue nouvellement observée dans diverses catégories d'actifs est encourageante. Celle-ci devrait soutenir les produits tirés des activités de placement pour compte dans les marchés secondaires. Les émissions d'actions s'étendront à d'autres secteurs pour inclure celui des ressources, où la faiblesse du dollar américain et la consolidation ainsi que les meilleures perspectives relatives à la croissance mondiale soutiendront les prix des marchandises. S'il est vrai que les titres cycliques du secteur des ressources seront des locomotives sur les marchés boursiers, nous assisterons à une recrudescence des activités de fusions et acquisitions et de consultation dans ces secteurs, alors que les sociétés affermissent leur bilan avant d'amorcer une phase de plus forte croissance mondiale au cours de l'année civile 2016. Cependant, il reste encore beaucoup d'incertitude quant au moment et à l'ampleur du cycle de resserrement de la politique monétaire qui sera prochainement amorcé par la Fed. En tenant également compte des valeurs de marché supérieures à la moyenne, les conditions demeurent en place pour que les marchés restent incertains tout au long de l'exercice à venir.

Aperçu des exercices précédents – Exercice 2014 par rapport à l'exercice 2013

Le total des produits des activités ordinaires pour l'exercice clos le 31 mars 2014 (exercice 2014) s'est élevé à 855,2 millions \$, en hausse de 58,1 millions \$, ou 7,3 %, par rapport à l'exercice clos le 31 mars 2013 précédent. Groupe Canaccord Genuity a dégagé des produits des activités ordinaires record à l'exercice 2014, essentiellement grâce aux solides rendements de bon nombre de nos établissements à l'étranger.

Groupe Canaccord Genuity a inscrit un résultat net de 52,1 millions \$ au cours de l'exercice 2014, comparativement à une perte de 18,9 millions \$ à l'exercice 2013. Compte non tenu des éléments importants¹, le résultat net pour l'exercice 2014 a été de 68,8 millions \$, en hausse de 43,2 millions \$ par rapport à l'exercice 2013.

1) Les chiffres compte non tenu des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 22.

Aperçu financier

PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES^{1,2}

Pour les exercices clos les 31 mars

(en milliers \$ CA, sauf les montants par action, les pourcentages et le nombre d'employés)

	2015	2014	2013	Variation 2015/2014	
Groupe Canaccord Genuity Inc. (GCGI)					
Produits des activités ordinaires					
Commissions et honoraires	374 058 \$	361 647 \$	353 125 \$	12 411 \$	3,4 %
Financement de sociétés	238 517	221 410	145 772	17 107	7,7 %
Honoraires de consultation	151 336	139 142	179 690	12 194	8,8 %
Négociation à titre de contrepartiste	75 217	91 313	66 406	(16 096)	(17,6) %
Intérêts	22 212	24 549	29 199	(2 337)	(9,5) %
Divers	19 423	17 183	22 930	2 240	13,0 %
Total des produits des activités ordinaires	880 763	855 244	797 122	25 519	3,0 %
Charges					
Rémunération au rendement	455 480	413 289	406 724	42 191	10,2 %
Charges salariales	85 770	91 135	88 522	(5 365)	(5,9) %
Autres charges indirectes ³	305 822	280 746	292 242	25 076	8,9 %
Frais de restructuration ⁴	24 813	5 486	31 617	19 327	négl.
Dépréciation du goodwill ⁵	14 535	—	—	14 535	négl.
Frais connexes aux acquisitions	—	—	1 719	—	—
Total des charges	886 420	790 656	820 824	95 764	12,1 %
Résultat avant impôt sur le résultat	(5 657)	64 588	(23 702)	(70 245)	(108,8) %
Résultat net	(11 318) \$	52 057 \$	(18 775) \$	(63 375) \$	(121,7) %
Résultat net attribuable aux actionnaires de GCGI	(13 184) \$	51 413 \$	(16 819) \$	(64 597) \$	(125,6) %
Participations ne donnant pas le contrôle	1 866 \$	644 \$	(1 956) \$	1 222 \$	189,8 %
Résultat par action ordinaire (RPA) – de base	(0,27) \$	0,42 \$	(0,31) \$	(0,69) \$	(164,3) %
Résultat par action ordinaire (RPA) – dilué	(0,27) \$	0,39 \$	(0,31) \$	(0,66) \$	(169,2) %
Rendement des capitaux propres attribuables					
aux actionnaires ordinaires (RCP)	(2,9) %	4,4 %	(3,3) %	(7,3) p.p.	
Dividendes par action ordinaire	0,25 \$	0,20 \$	0,20 \$	0,05 \$	25,0 %
Valeur comptable par action ordinaire, après dilution ⁶	8,71 \$	9,05 \$	7,68 \$	(0,34) \$	(3,8) %
Compte non tenu des éléments importants⁷					
Total des charges	827 458 \$	770 587 \$	766 893 \$	56 871 \$	7,4 %
Résultat avant impôt sur le résultat	53 305 \$	84 657 \$	30 229 \$	(31 352) \$	(37,0) %
Résultat net	39 330 \$	68 846 \$	25 644 \$	(29 516) \$	(42,9) %
Résultat net attribuable aux actionnaires de GCGI	36 448 \$	67 211 \$	26 207 \$	(30 763) \$	(45,8) %
RPA – de base	0,27 \$	0,59 \$	0,16 \$	(0,32) \$	(54,2) %
RPA – dilué	0,25 \$	0,54 \$	0,14 \$	(0,29) \$	(53,7) %
Données tirées de l'état de la situation financière					
Total de l'actif	4 369 905 \$	5 014 622 \$	4 603 502 \$	(644 717) \$	(12,9) %
Total du passif	3 242 088	3 831 030	3 538 170	(588 942)	(15,4) %
Participations ne donnant pas le contrôle	10 275	14 912	16 169	(4 637)	(31,1) %
Total des capitaux propres	1 117 542	1 168 680	1 049 163	(51 138)	(4,4) %
Nombre d'employés	1 928	2 004	2 060	(76)	(3,8) %

1) Les données sont conformes aux IFRS, sauf en ce qui concerne le RCP la valeur comptable par action ordinaire, après dilution, les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants, et le nombre d'employés. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 22.

2) Les résultats d'exploitation des activités australiennes ont été entièrement consolidés, et une participation ne donnant pas le contrôle de 40 % a été comptabilisée à l'exercice 2015 (50 % aux exercices 2014 et 2013). Les résultats des activités de gestion de patrimoine d'Eden Financial Ltd. depuis le 1^{er} octobre 2012 sont également inclus.

3) Désignent les frais de négociation, les frais liés aux locaux et au matériel, les frais liés aux communications et à la technologie, les intérêts, les frais d'administration, l'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles et les frais de développement.

4) Comprennent les frais de restructuration se rapportant à certains changements à la haute direction de notre secteur Non sectoriel et autres, à la fermeture de notre bureau de Genève au sein de nos activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe, à certains coûts liés aux biens immobiliers et frais liés à la fermeture de bureaux, ainsi qu'à la réorganisation de nos activités sur les marchés des capitaux au Canada, au Royaume-Uni et en Europe, ainsi qu'aux États-Unis. Les frais de restructuration des exercices 2014 et 2013 comprennent des charges engagées principalement relativement à la restructuration de nos activités de ventes et de négociation au Canada ainsi qu'au Royaume-Uni et en Europe et certains frais liés à la fermeture de bureaux.

5) Dépréciation du goodwill lié à nos activités à Singapour et en Chine.

6) La valeur comptable par action ordinaire, après dilution, correspond au total des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires divisé par le nombre d'actions ordinaires, après dilution, en circulation et, depuis l'exercice 2014, ajusté pour tenir compte des actions achetées dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités mais non encore annulées et du nombre estimatif de renonciations relativement aux actions dont les droits n'ont pas été acquis aux termes des régimes de paiements fondés sur des actions.

7) Le résultat net et le résultat par action ordinaire, compte non tenu des éléments importants, tiennent compte des ajustements après impôt découlant de ces éléments. Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page suivante.

négl. : négligeable

p.p. : points de pourcentage

PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES COMPTE NON TENU DES ÉLÉMENTS IMPORTANTS¹

(en milliers \$ CA, sauf les montants par action et les pourcentages)	Pour les exercices clos les 31 mars				
	2015	2014	2013	Variation 2015/2014	
Total des produits des activités ordinaires selon les IFRS	880 763 \$	855 244 \$	797 122 \$	25 519 \$	3,0 %
Total des charges selon les IFRS	886 420	790 656	820 824	95 764	12,1 %
<i>Éléments importants comptabilisés par</i>					
<i>Canaccord Genuity</i>					
Amortissement des immobilisations incorporelles	6 823	6 742	14 740	81	1,2 %
Dépréciation du goodwill	14 535	—	—	14 535	négl.
Frais de restructuration	20 997	5 486	15 232	15 511	282,7 %
Frais connexes aux acquisitions	—	—	388	—	—
<i>Éléments importants comptabilisés par</i>					
<i>Gestion de patrimoine Canaccord Genuity</i>					
Amortissement des immobilisations incorporelles	7 591	7 841	5 855	(250)	(3,2) %
Frais de restructuration	783	—	15 485	783	négl.
Frais connexes aux acquisitions	—	—	1 331	—	—
<i>Éléments importants comptabilisés dans le secteur</i>					
<i>Non sectoriel et autres</i>					
Frais de restructuration	3 033	—	900	3 033	négl.
Frais de développement	5 200	—	—	5 200	négl.
Total des éléments importants	58 962	20 069	53 931	38 893	193,8 %
Total des charges compte non tenu des éléments importants	827 458	770 587	766 893	56 871	7,4 %
Résultat net avant impôt – ajusté	53 305 \$	84 657 \$	30 229 \$	(31 352) \$	(37,0) %
Impôt sur le résultat – ajusté	13 975	15 811	4 585	(1 836)	(11,6) %
Résultat net – ajusté	39 330 \$	68 846 \$	25 644 \$	(29 516) \$	(42,9) %
RPA – de base, ajusté	0,27 \$	0,59 \$	0,16 \$	(0,32) \$	(54,2) %
RPA – dilué, ajusté	0,25 \$	0,54 \$	0,14 \$	(0,29) \$	(53,7) %

1) Les chiffres compte non tenu des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 22.
négl. : négligeable

CHANGE

Les produits des activités ordinaires et les charges de nos établissements à l'étranger sont initialement comptabilisés dans leur monnaie fonctionnelle respective, puis convertis en dollars canadiens aux cours de change en vigueur durant la période. La livre sterling et le dollar américain se sont respectivement appréciés d'environ 8,8 % et 7,9 % par rapport au dollar canadien au cours de l'exercice 2015 en regard de l'exercice 2014. Cette appréciation a contribué à la hausse de certains postes de produits des activités ordinaires et de charges en dollars canadiens comparativement aux périodes correspondantes précédentes et doit être prise en considération lors de l'examen de l'analyse de nos résultats consolidés et de ceux de Canaccord Genuity et de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity (Royaume-Uni et Europe) qui suit.

GOODWILL

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2015, après avoir subi des pertes opérationnelles en Chine et révisé à la baisse ses prévisions de produits des activités ordinaires en raison de l'évolution de la conjoncture économique et des conditions de marché pour ses Autres établissements à l'étranger en Chine et à Singapour, la Société a déterminé que le goodwill relatif à ces unités d'exploitation s'était déprécié. Par conséquent, elle a comptabilisé des charges de dépréciation du goodwill de respectivement 4,5 millions \$ et 10,0 millions \$ relativement aux Autres établissements à l'étranger en Chine et à Singapour. La charge de dépréciation relative aux activités en Chine a été comptabilisée au T3/15 et celle relative aux activités à Singapour, au T4/15. Le goodwill résiduel affecté aux Autres établissements à l'étranger (Singapour) en date du 31 mars 2015 s'établissait à 23,0 millions \$.

Pour déterminer si un test de dépréciation doit être effectué, la Société prend en considération des facteurs tels que sa capitalisation boursière, les conditions de marché et la conjoncture économique générale ainsi que les conditions de marché dans les secteurs clés où elle exerce des activités et l'incidence que ces facteurs pourraient avoir sur les activités de la Société.

D'après les estimations provisoires faites par la direction à l'égard des produits des activités ordinaires, du rendement d'exploitation, des taux de croissance ainsi que d'autres hypothèses généralement formulées aux fins des modèles de flux de trésorerie actualisés, la Société a déterminé que le goodwill et les immobilisations incorporelles à durée indéterminée se rapportant à ses autres unités d'exploitation ne s'étaient pas dépréciés. Malgré cela, au 31 mars 2015, cette détermination était assujettie à des variations découlant de l'incertitude persistante à l'égard de la situation économique. Si le contexte commercial demeurait incertain et que la Société n'était pas en mesure de réaliser ses prévisions internes, celle-ci pourrait conclure à la dépréciation du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée indéterminée et devoir comptabiliser une dépréciation du goodwill au cours de périodes futures. Comme il est décrit plus en détail à la note 13 des états financiers consolidés, si des changements défavorables raisonnablement possibles étaient apportés aux principales hypothèses utilisées aux fins des tests de dépréciation intermédiaires à l'égard de Canaccord Genuity au Canada, au Royaume-Uni et en Europe, ainsi qu'aux États-Unis, et des Autres établissements à l'étranger en Australie et à Singapour, le montant recouvrable estimatif d'une partie ou de l'ensemble de ces UGT pourrait devenir inférieur à leur valeur comptable, ce qui pourrait donner lieu à la comptabilisation de

pertes de valeur. L'importance de ces pertes de valeur pourrait équivaleir à une partie ou à la totalité des montants comptabilisés au titre du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée indéterminée et serait établie en fonction de l'incidence de tout changement apporté aux principales hypothèses, y compris toute répercussion de ces changements sur le résultat d'exploitation estimatif et d'autres facteurs.

PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES

Sur une base consolidée, les produits des activités ordinaires sont générés par six activités : les commissions et les honoraires liés aux activités de placement pour compte et de gestion de patrimoine de particuliers, le financement de sociétés, les honoraires de consultation, la négociation à titre de contrepartiste, les intérêts et les produits divers.

Les produits des activités ordinaires pour l'exercice 2015 se sont élevés à 880,8 millions \$, en hausse de 25,5 millions \$, ou 3,0 %, par rapport à l'exercice 2014. Les produits tirés de nos activités sur les marchés des capitaux ont connu un léger recul de 2,7 millions \$, ou 0,4 %, par rapport à l'exercice précédent. Nos activités de gestion de patrimoine, tant au Canada qu'au Royaume-Uni et en Europe, ont affiché d'excellents rendements par rapport à l'exercice 2014, leur croissance ayant été respectivement de 14,3 millions \$ et 12,5 millions \$. Notre secteur Non sectoriel et autres a également contribué à la hausse globale des produits des activités ordinaires avec un apport de 1,4 million \$.

Les produits tirés des commissions et des honoraires proviennent principalement des activités de négociation pour les particuliers et des ventes et activités de négociation institutionnelles. Les produits tirés des commissions et des honoraires ont augmenté de 12,4 millions \$, ou 3,4 %, par rapport à l'exercice 2014 pour s'établir à 374,1 millions \$ à l'exercice 2015. Notre secteur Gestion de patrimoine Canaccord Genuity a contribué pour 20,4 millions \$ à cette augmentation, apport contrebalancé par une baisse de 8,0 millions \$ des produits tirés des commissions et des honoraires dans notre secteur Canaccord Genuity.

Les produits tirés du financement de sociétés ont été de 238,5 millions \$ à l'exercice 2015, en hausse de 17,1 millions \$, ou 7,7 %, en regard de l'exercice 2014. La croissance des produits tirés du financement de sociétés a été plus marquée dans nos activités au Canada, grâce à une augmentation de 25,7 millions \$ qui s'explique en grande partie par la conclusion de la transaction de Groupe de jeux Amaya au cours de l'exercice considéré. Les activités de la Société dans les autres établissements à l'étranger, qui incluent les activités en Australie, à Singapour, en Chine, à Hong Kong et à la Barbade, ont aussi contribué pour 7,7 millions \$ à la hausse des produits tirés du financement de sociétés, du fait essentiellement de la croissance continue de nos activités sur les marchés des capitaux en Australie. Les produits tirés du financement de sociétés ont été contrebalancés par des baisses de respectivement 15,6 millions \$ et 5,7 millions \$ dans nos activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni et en Europe ainsi qu'aux États-Unis.

Les honoraires de consultation de 151,3 millions \$ représentent une augmentation de 12,2 millions \$, ou 8,8 %, comparativement à l'exercice précédent. Cette augmentation est principalement attribuable à l'expansion des activités sur les marchés des capitaux au Canada, les honoraires de consultation ayant augmenté de 34,3 millions \$ par rapport à l'exercice 2014. Les activités de la Société aux États-Unis et dans les Autres établissements à l'étranger ont aussi contribué à l'augmentation des honoraires de consultation par rapport à l'exercice précédent, grâce à des hausses respectives de 2,8 millions \$ et de 2,0 millions \$. Les honoraires de consultation ont été contrebalancés par une diminution de 26,7 millions \$ des honoraires de consultation générés par nos activités au Royaume-Uni et en Europe, qui s'explique par une baisse substantielle du volume de transactions par rapport à l'exercice précédent.

Les produits tirés de la négociation à titre de contrepartiste ont diminué de 16,1 millions \$ pour s'établir à 75,2 millions \$ pour l'exercice clos le 31 mars 2015, en raison surtout du recul de 11,7 millions \$ de nos activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni et en Europe et de 6,1 millions \$ de nos activités sur les marchés des capitaux aux États-Unis. Cette diminution a été légèrement compensée par une augmentation de 1,4 million \$ des produits tirés de la négociation à titre de contrepartiste dans nos activités sur les marchés des capitaux et de gestion de patrimoine au Canada.

Les produits d'intérêts ont reculé de 2,3 millions \$ par rapport à l'exercice 2014, ce qui est en grande partie imputable à une réduction des produits d'intérêts tirés de nos Autres établissements à l'étranger. Les autres produits qui se sont établis à 19,4 millions \$ ont augmenté de 2,2 millions \$, ou 13,0 %, par rapport à l'exercice clos le 31 mars 2014, en partie en raison de la hausse des profits de change.

CHARGES

Charges en pourcentage des produits des activités ordinaires

Pour les exercices clos les 31 mars

	2015	2014	Variation 2015/2014
Rémunération au rendement	51,7 %	48,3 %	3,4 p.p.
Charges salariales	9,8 %	10,7 %	(0,9) p.p.
Autres charges indirectes ¹	34,7 %	32,8 %	1,9 p.p.
Frais de restructuration ^{2, 3}	2,8 %	0,6 %	2,2 p.p.
Dépréciation du goodwill ⁴	1,6 %	—	1,6 p.p.
Total	100,6 %	92,4 %	8,2 p.p.

1) Désignent les frais de négociation, les frais liés aux locaux et au matériel, les frais liés aux communications et à la technologie, les intérêts, les frais d'administration, l'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles et les frais de développement.

2) Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 31.

3) Comprennent les frais de restructuration se rapportant à certains changements à la haute direction de notre secteur Non sectoriel et autres, à la fermeture de notre bureau de Genève au sein de nos activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe, à certains coûts liés aux biens immobiliers et frais liés à la fermeture de bureaux, ainsi qu'à la réorganisation de nos activités sur les marchés des capitaux au Canada, au Royaume-Uni et en Europe, ainsi qu'aux États-Unis. Les frais de restructuration de l'exercice 2014 ont été engagés principalement dans le cadre de la restructuration de nos activités de ventes et de négociation au Canada ainsi qu'au Royaume-Uni et en Europe, et comprennent également certains frais liés à la fermeture de bureaux.

4) Dépréciation du goodwill lié à nos activités à Singapour et en Chine.

p.p. : points de pourcentage

Les charges de 886,4 millions \$ pour l'exercice 2015 représentent une augmentation de 95,8 millions \$, ou 12,1 %, par rapport à l'exercice précédent. Compte non tenu des éléments importants¹, le total des charges s'est établi à 827,5 millions \$, en hausse de 56,9 millions \$, ou 7,4 %, par rapport à l'exercice 2014. Le total des charges compte non tenu des éléments importants¹ en pourcentage des produits des activités ordinaires a augmenté de 3,8 points de pourcentage par rapport à l'exercice clos le 31 mars 2014.

1) Les chiffres compte non tenu des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 22.

Charge de rémunération

La charge de rémunération au rendement s'est établie à 455,5 millions \$, une hausse de 42,2 millions \$, ou 10,2 %, par rapport à l'exercice précédent. La charge de rémunération au rendement exprimée en pourcentage du total des produits des activités ordinaires a augmenté de 3,4 points de pourcentage par rapport à l'exercice 2014, pour s'établir à 51,7 % à l'exercice 2015. Cette augmentation s'explique principalement par une diminution substantielle des produits des activités ordinaires des marchés des capitaux au Royaume-Uni et en Europe et par l'incidence de cette diminution sur les comptes de rémunération au rendement au Royaume-Uni et en Europe. En outre, la charge de rémunération au rendement dont les paiements sont fondés sur des actions exprimée en pourcentage des produits des activités ordinaires a augmenté du fait d'attributions d'actions temporairement inaccessibles plus importantes en vertu de notre régime d'intéressement à long terme aux membres du personnel des États-Unis à l'exercice 2015 pour soutenir la croissance dans cette région. Les charges salariales se sont élevées à 85,8 millions \$, soit 5,9 % de moins qu'à l'exercice 2014, partiellement en raison de la comptabilisation de certains coûts de rémunération du Royaume-Uni à titre de charge de rémunération au rendement plutôt que comme charges salariales, comme aux exercices précédents.

La charge de rémunération totale (rémunération au rendement et charges salariales), en pourcentage du total des produits des activités ordinaires, a été de 61,5 %, soit 2,5 points de pourcentage de plus qu'à l'exercice 2014, alors qu'elle était de 59,0 %.

Autres charges indirectes

(en milliers \$ CA, sauf les pourcentages)	Pour les exercices clos les 31 mars		
	2015	2014	Variation 2015/2014
Frais de négociation	52 795 \$	47 872 \$	10,3 %
Locaux et matériel	40 281	38 461	4,7 %
Communications et technologie	51 758	46 065	12,4 %
Intérêts	13 424	16 359	(17,9) %
Frais d'administration	94 688	83 834	12,9 %
Amortissement ¹	28 428	26 786	6,1 %
Frais de développement	24 448	21 369	14,4 %
Total des autres charges indirectes	305 822 \$	280 746 \$	8,9 %

1) Comprend l'amortissement des immobilisations incorporelles respectivement de 14,4 millions \$ et 14,6 millions \$ pour les exercices clos les 31 mars 2015 et 2014. Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 31.

Les autres charges indirectes ont augmenté de 8,9 % pour s'établir à 305,8 millions \$ à l'exercice 2015, ce qui, en pourcentage des produits des activités ordinaires, représente une hausse de 1,9 point de pourcentage par rapport à l'exercice 2014. La hausse globale des autres charges indirectes s'explique par une augmentation des frais d'administration, des frais liés aux communications et à la technologie, des frais de négociation, des frais de développement, de la dotation aux amortissements et des frais liés aux locaux et au matériel. Ces hausses ont été en partie contrebalancées par une diminution des charges d'intérêts.

Les frais d'administration, qui englobent les réserves, les frais de promotion et de déplacement, les frais de bureau, les honoraires professionnels et les dons, ont augmenté de 10,9 millions \$, du fait principalement de la hausse des frais de promotion et de déplacement découlant d'un accroissement de nos activités au Canada et aux États-Unis au cours de l'exercice clos le 31 mars 2015. Une hausse des honoraires juridiques et des autres honoraires dans nos activités au Royaume-Uni et en Europe ainsi qu'aux États-Unis a également contribué à l'augmentation des frais d'administration. La dotation aux amortissements a augmenté de 1,6 million \$, en partie du fait de l'amortissement d'aménagements des locaux loués effectués dans le cadre des activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni.

Les frais de développement ont augmenté de 3,1 millions \$, essentiellement en raison de la hausse des coûts dans notre secteur Non sectoriel et autres, contrebalancée par des primes de recrutement moins élevées dans nos activités de gestion de patrimoine. Au cours du T4/15, une charge de 5,2 millions \$ a été imputée aux frais de développement en raison du devancement du moment de la comptabilisation du coût non comptabilisé des droits attribués à titre de rémunération fondée sur des actions qui étaient détenus par notre ancien chef de la direction. En raison de son décès, le 1^{er} avril 2015, à la suite d'une urgence médicale grave survenue vers la fin du trimestre, nous avons dû comptabiliser le coût non comptabilisé de ces attributions en date du 31 mars 2015.

La hausse des frais de négociation dans notre groupe Actions internationales aux États-Unis est le principal facteur qui a contribué à l'augmentation de 4,9 millions \$ des frais de négociation à l'exercice 2015 par rapport à l'exercice clos le 31 mars 2014. Les frais liés aux communications et à la technologie ont enregistré une hausse de 5,7 millions \$ en raison principalement des augmentations comptabilisées à l'égard des activités sur les marchés des capitaux aux États-Unis ainsi qu'au Royaume-Uni et en Europe. Les frais liés aux locaux et au matériel ont augmenté de 1,8 million \$ par rapport à l'exercice 2014 par suite de la hausse des charges liées à nos activités aux États-Unis.

La charge d'intérêts a diminué de 2,9 millions \$ par rapport à celle de l'exercice précédent, principalement sous l'effet de la baisse des charges dans nos activités au Canada et dans les Autres établissements à l'étranger.

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2015, la Société a également comptabilisé des frais de restructuration de 24,8 millions \$. Les frais de restructuration engagés au cours de l'exercice 2015 se rapportent à certains changements à la haute direction de notre secteur Non sectoriel et autres ainsi qu'à la fermeture de notre bureau de Genève au sein de nos activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe au T1/15. En outre, les frais de restructuration comprennent les coûts liés à la restructuration de nos activités sur les marchés des capitaux au Canada, au Royaume-Uni et en Europe de même qu'aux États-Unis qui ont été engagés au cours du trimestre clos le 31 mars 2015.

Au T3/15, après avoir subi des pertes opérationnelles en Chine et à Hong Kong, nous avons comptabilisé une charge de dépréciation de 4,5 millions \$ relativement au goodwill affecté à ces activités. Au T4/15, nous avons révisé nos prévisions de produits des activités ordinaires pour nos activités à Singapour en raison de la conjoncture économique et des conditions de marché difficiles et avons comptabilisé par la suite une charge de dépréciation de 10,0 millions \$ relativement au goodwill affecté à ces activités. Ainsi, pour l'exercice clos le 31 mars 2015, nous avons comptabilisé une charge de dépréciation de 14,5 millions \$ relativement au goodwill affecté aux Autres établissements à l'étranger en Chine et à Singapour.

RÉSULTAT NET

La perte nette pour l'exercice 2015 s'est établie à 11,3 millions \$, soit un recul par rapport à un résultat net de 52,1 millions \$ à l'exercice 2014. La perte par action diluée a été de 0,27 \$ à l'exercice 2015, comparativement à un résultat par action (RPA) dilué de 0,39 \$ à l'exercice précédent. Compte non tenu des éléments importants¹, le résultat net pour l'exercice 2015 s'est établi à 39,3 millions \$, comparativement à un résultat net de 68,8 millions \$ à l'exercice 2014, et le RPA dilué a atteint 0,25 \$ par rapport à 0,54 \$ à l'exercice 2014.

Le profit avant impôt compte non tenu des éléments importants¹ exprimé en pourcentage des produits des activités ordinaires a reculé de 3,8 points de pourcentage en regard de celui de l'exercice clos le 31 mars 2014, par suite des augmentations de certaines charges indirectes engagées pour soutenir la croissance continue de nos activités.

La charge d'impôt sur le résultat s'est établie à 5,7 millions \$ pour l'exercice 2015, reflétant un taux d'impôt effectif de (100,1) %, comparativement à un taux d'impôt effectif de 19,4 % à l'exercice précédent. La variation du taux d'impôt effectif est principalement imputable à des éléments non déductibles ainsi qu'à des pertes fiscales et autres différences temporaires non comptabilisées à l'exercice considéré et aux exercices précédents par certaines filiales à l'extérieur du Canada. Pour une analyse plus détaillée de nos impôts, se reporter à la rubrique « Méthodes comptables critiques et estimations » du rapport de gestion à la page 55.

1) Les chiffres compte non tenu des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 22.

Informations financières trimestrielles^{1, 2}

Le tableau suivant présente les principales informations financières trimestrielles pour les huit derniers trimestres jusqu'au 31 mars 2015. Ces informations ne sont pas auditées, mais reflètent tous les ajustements récurrents qui sont, de l'avis de la direction, nécessaires à une juste présentation des résultats d'exploitation pour les périodes présentées. Les comparaisons d'un trimestre à l'autre des résultats financiers ne sont pas nécessairement significatives et ne doivent pas être considérées comme une indication du rendement futur.

(en milliers \$ CA, sauf les montants par action)	Exercice 2015				Exercice 2014			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Produits des activités ordinaires								
Commissions et honoraires	100 869 \$	92 123 \$	86 240 \$	94 826 \$	102 199 \$	87 581 \$	81 832 \$	90 035 \$
Financement de sociétés Honoraires	57 255	27 601	66 289	87 372	78 453	70 841	40 283	31 833
de consultation	40 283	22 618	55 741	32 694	33 585	39 758	29 894	35 905
Négociation à titre de contrepartiste	22 621	14 612	17 708	20 276	31 027	21 863	18 883	19 540
Intérêts	4 961	5 045	5 902	6 304	5 908	5 704	6 132	6 805
Divers	6 476	4 472	4 391	4 084	2 576	5 212	6 282	3 113
Total des produits des activités ordinaires	232 465	166 471	236 271	245 556	253 748	230 959	183 306	187 231
Total des charges	260 835	191 991	211 326	222 268	221 737	206 539	184 262	178 118
Résultat net avant impôt sur le résultat	(28 370)	(25 520)	24 945	23 288	32 011	24 420	(956)	9 113
Résultat net	(26 322) \$	(21 479) \$	17 614 \$	18 869 \$	25 920 \$	18 334 \$	(80) \$	7 883 \$
Résultat par action – de base	(0,33) \$	(0,27) \$	0,16 \$	0,16 \$	0,24 \$	0,15 \$	(0,03) \$	0,06 \$
Résultat par action – dilué	(0,33) \$	(0,27) \$	0,14 \$	0,15 \$	0,22 \$	0,14 \$	(0,03) \$	0,06 \$
Compte non tenu des éléments importants ³								
Résultat net	8 820 \$	(14 253) \$	20 746 \$	24 017 \$	29 075 \$	21 227 \$	6 734 \$	11 810 \$
Résultat par action – de base	0,05 \$	(0,19) \$	0,19 \$	0,22 \$	0,28 \$	0,18 \$	0,03 \$	0,10 \$
Résultat par action – dilué	0,05 \$	(0,19) \$	0,17 \$	0,20 \$	0,25 \$	0,17 \$	0,03 \$	0,09 \$

1) Les données sont conformes aux IFRS, sauf les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 22.

2) Les résultats d'exploitation de nos activités en Australie ont été entièrement consolidés et une participation ne donnant pas le contrôle de 40 % a été comptabilisée à l'exercice 2015 (50 % aux exercices 2014 et 2013). Les résultats des activités de gestion de patrimoine d'Eden Financial Ltd. depuis le 1^{er} octobre 2012 sont également inclus.

3) Les chiffres compte non tenu des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter au tableau « Principales informations financières trimestrielles compte non tenu des éléments importants » à la page suivante.

PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES COMPTE NON TENU DES ÉLÉMENTS IMPORTANTS^{1,2}

(en milliers \$ CA, sauf les montants par action)	Exercice 2015				Exercice 2014			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Total des produits des activités ordinaires selon les IFRS	232 465 \$	166 471 \$	236 271 \$	245 556 \$	253 748 \$	230 959 \$	183 306 \$	187 231 \$
Total des charges selon les IFRS	260 835	191 991	211 326	222 268	221 737	206 539	184 262	178 118
<i>Éléments importants comptabilisés par Canaccord Genuity</i>								
Frais de restructuration	20 997	—	—	—	—	—	5 486	—
Amortissement des immobilisations incorporelles	1 691	1 684	1 707	1 741	1 702	1 680	1 658	1 702
Dépréciation du goodwill	10 000	4 535	—	—	—	—	—	—
<i>Éléments importants comptabilisés par Gestion de patrimoine Canaccord Genuity</i>								
Frais de restructuration	—	—	—	783	—	—	—	—
Amortissement des immobilisations incorporelles	1 467	1 660	2 224	2 240	2 256	1 945	1 751	1 889
<i>Éléments importants comptabilisés dans le secteur Non sectoriel et autres</i>								
Frais de restructuration	1 433	—	—	1 600	—	—	—	—
Frais de développement	5 200	—	—	—	—	—	—	—
Total des éléments importants	40 788	7 879	3 931	6 364	3 958	3 625	8 895	3 591
Total des charges compte non tenu des éléments importants	220 047	184 112	207 395	215 904	217 779	202 914	175 367	174 527
Résultat net avant impôt sur le résultat – ajusté	12 418	(17 641)	28 876	29 652	35 969	28 045	7 939	12 704
Impôt sur le résultat (recouvrement) – ajusté	3 598	(3 388)	8 130	5 635	6 894	6 818	1 205	894
Résultat net – ajusté	8 820 \$	(14 253) \$	20 746 \$	24 017 \$	29 075 \$	21 227 \$	6 734 \$	11 810 \$
RPA – de base – ajusté	0,05 \$	(0,19) \$	0,19 \$	0,22 \$	0,28 \$	0,18 \$	0,03 \$	0,10 \$
RPA – dilué – ajusté	0,05 \$	(0,19) \$	0,17 \$	0,20 \$	0,25 \$	0,17 \$	0,03 \$	0,09 \$

1) Les chiffres compte non tenu des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 22.

2) Les résultats d'exploitation de nos activités en Australie ont été entièrement consolidés et une participation ne donnant pas le contrôle de 40 % a été comptabilisée à l'exercice 2015 (50 % aux exercices 2014 et 2013). Les résultats des activités de gestion de patrimoine d'Eden Financial Ltd. depuis le 1^{er} octobre 2012 sont également inclus.

Tendances et risques du trimestre

Les facteurs saisonniers n'ont pas de répercussions importantes sur nos résultats trimestriels. Toutefois, les produits des activités ordinaires et le résultat de Groupe Canaccord Genuity peuvent connaître de grandes variations d'un trimestre à l'autre et d'un exercice à l'autre en raison de facteurs qui ne dépendent pas de la Société. Les affaires sont influencées par la conjoncture globale observée dans le marché à l'échelle mondiale. Les produits des activités ordinaires tirés d'une transaction de prise ferme ne sont comptabilisés que lorsque la transaction est conclue. Par conséquent, la date de comptabilisation des produits peut avoir une incidence notable sur les résultats trimestriels de la Société.

Le premier semestre de l'exercice 2015 a continué de montrer une tendance et une allure positives qui s'étaient amorcées vers le second semestre de l'exercice 2014. Nos résultats du T3/15 dans toutes les régions ont subi les contrecoups du déclin de la conjoncture des marchés qui a été observé à la mi-exercice 2015. Toutefois, au cours du T4/15, les produits des activités ordinaires ont augmenté de 66,0 millions \$ par rapport au T3/15, 55,5 millions \$ étant attribuables à la division Canaccord Genuity et 10,5 millions \$, à la division Gestion de patrimoine Canaccord Genuity. En raison du ralentissement du marché au milieu de l'exercice 2015, les produits des activités ordinaires de nos activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni et en Europe au T4/15 ont reculé de 38,9 % par rapport aux produits des activités ordinaires dégagés au T4/14. Nos activités aux États-Unis ont aussi connu un déclin des produits des activités ordinaires au cours de l'exercice 2015 comparativement à l'exercice précédent. Au Canada, notre division des marchés des capitaux a connu un solide rendement tout au long de l'exercice, plus particulièrement au T2/15, alors que les produits des activités ordinaires ont atteint un sommet trimestriel depuis le T4/13. La croissance substantielle des produits des activités ordinaires s'explique surtout par la conclusion de deux transactions notables au cours du premier semestre de l'exercice 2015 et d'une au T4/15. En raison du solide rendement enregistré par nos activités en Australie, notre secteur Autres établissements à l'étranger a généré d'importants produits des activités ordinaires tout au long de l'exercice considéré, dont 16,0 millions de dollars au T4/15, un trimestre record pour cette région géographique.

Les produits des activités ordinaires tirés de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity en Amérique du Nord ont augmenté depuis quelques trimestres, atteignant 33,1 millions \$ au cours du T4/15, soit le résultat le plus élevé au cours des huit derniers trimestres. La marge bénéficiaire avant impôt du secteur s'est également améliorée au cours de cette période, ce qui reflète les efforts de compression des coûts du secteur. Les actifs sous gestion ont également connu une augmentation de 29,7 % en regard du T4/14, atteignant 1,6 milliard \$ à la fin du T4/15, une bonne indication de la croissance de nos comptes gérés et de nos comptes assortis d'honoraires.

Les produits des activités ordinaires de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe ont poursuivi une croissance constante, ce qui reflète les synergies tirées de l'acquisition d'Eden Financial Ltd. réalisée à l'exercice 2013. Les produits tirés des honoraires de cette division ont aussi augmenté de manière constante. Ils se sont établis à 64,6 % au T4/15, en hausse de 3,9 points de pourcentage par rapport à ceux du trimestre correspondant de l'exercice précédent. Les actifs sous gestion de cette division ont aussi continué de progresser au cours des huit derniers trimestres, totalisant 21,8 milliards \$ au 31 mars 2015. Nos activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni ont affiché une hausse des produits des activités ordinaires à chacun des trimestres de l'exercice 2015 comparativement aux périodes correspondantes de l'exercice 2014. Au cours du T4/15, la division a également généré des produits des activités ordinaires record de 35,7 millions \$, soit 7,4 % de plus qu'au T4/14.

Rendement du quatrième trimestre de 2015

Les produits des activités ordinaires pour le quatrième trimestre se sont inscrits à 232,5 millions \$, soit 21,3 millions \$, ou 8,4 %, de moins qu'à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison surtout d'une baisse des produits tirés du financement de sociétés et de la négociation à titre de contrepartiste, en partie contrebalancée par une croissance des honoraires de consultation et des produits divers. La diminution des produits tirés des transactions de financement de sociétés s'explique par une baisse d'activité sur la plupart des marchés des capitaux où nous exerçons nos activités, et cette diminution est en partie compensée par les solides rendements de nos activités dans nos Autres établissements à l'étranger. Les produits tirés de la négociation à titre de contrepartiste ont reculé de 8,4 millions \$ par rapport au T4/14, surtout en raison de la baisse de 4,4 millions \$ aux États-Unis et de 3,8 millions \$ au Royaume-Uni et en Europe. Les produits tirés des honoraires de consultation pour le trimestre ont augmenté de 6,7 millions \$ par rapport au T4/14, surtout en raison de l'accroissement de 10,4 millions \$ dans nos activités au Canada, contrebalancé par un recul de 5,1 millions \$ dans nos activités au Royaume-Uni et en Europe. L'augmentation des produits tirés des services de consultation comptabilisés au Canada pour le trimestre provient essentiellement de la conclusion de la transaction visant The Intertain Group Limited.

Les charges se sont élevées à 260,8 millions \$, en hausse de 39,1 millions \$, ou 17,6 %, par rapport au T4/14. Le total des charges compte non tenu des éléments importants¹ s'est établi à 220,0 millions \$, en hausse de 2,3 millions \$, ou 1,0 %, en regard de la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation du total des charges compte non tenu des éléments importants¹ s'explique principalement par la hausse des frais de développement et des frais liés aux communications et à la technologie par rapport au T4/14.

Les frais de développement ont augmenté de 3,9 millions \$ surtout en raison de la croissance de notre secteur Non sectoriel et autres, contrebalancée par la baisse des primes de recrutement dans nos activités au Canada et aux États-Unis. Au cours du T4/15, une charge de 5,2 millions \$ a été comptabilisée dans les frais de développement en raison du devancement du moment de la comptabilisation du coût non comptabilisé des droits attribués à titre de rémunération fondée sur des actions qui étaient détenus par l'ancien chef de la direction de la Société. En raison de son décès, le 1^{er} avril 2015, à la suite d'une urgence médicale grave survenue vers la fin du trimestre, nous avons dû comptabiliser le coût non comptabilisé de ces attributions en date du 31 mars 2015.

Les frais liés aux communications et à la technologie ont connu une hausse de 2,6 millions \$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, principalement en raison de la hausse des dépenses engagées dans nos activités aux États-Unis ainsi qu'au Royaume-Uni et en Europe au cours de l'exercice.

Au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2015, la Société a comptabilisé des frais de restructuration de 22,4 millions \$ liés à la restructuration des activités sur les marchés des capitaux au Canada, aux États-Unis ainsi qu'au Royaume-Uni et en Europe dans le contexte de la faible conjoncture au T3/15. Dans le cadre de ces activités de restructuration, nous avons pris des décisions touchant les biens immobiliers et l'emplacement des bureaux qui ont entraîné la comptabilisation de certains frais immobiliers au T4/15 dans nos activités sur les marchés des capitaux aux États-Unis.

1) Les chiffres compte non tenu des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 22.

La Société a aussi comptabilisé une charge de dépréciation du goodwill de 10,0 millions \$ relativement à nos activités à Singapour au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2015, par suite de la révision des prévisions de produits des activités ordinaires en raison de l'évolution de la conjoncture économique et des conditions de marché.

La perte nette pour le quatrième trimestre de 2015 s'est établie à 26,3 millions \$, en regard d'un résultat net de 25,9 millions \$ au T4/14. La diminution du résultat net est attribuable à une baisse des produits des activités ordinaires générés par nos activités sur les marchés des capitaux à l'étranger, ainsi que par une hausse de certaines charges indirectes engagées pour soutenir la croissance des affaires. La perte diluée par action pour le trimestre considéré a été de 0,33 \$, contre un RPA dilué de 0,22 \$ au T4/14. La valeur comptable par action ordinaire après dilution a diminué de 3,8 %, passant de 9,05 \$ au T4/14 à 8,71 \$ au T4/15.

Compte non tenu des éléments importants¹, le résultat net pour le T4/15 s'est établi à 8,8 millions \$ par rapport à un résultat net de 29,1 millions \$ au T4/14, et le RPA dilué a été de 0,05 \$ au T4/15 comparativement à 0,25 \$ au T4/14.

1) Les chiffres compte non tenu des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 22.

Résultats des secteurs d'activité^{1,2}

	Pour les exercices clos les 31 mars							
	2015				2014			
(en milliers \$ CA, sauf le nombre d'employés)	Canaccord Genuity	Gestion de patrimoine Canaccord Genuity	Non sectoriel et autres	Total	Canaccord Genuity	Gestion de patrimoine Canaccord Genuity	Non sectoriel et autres	Total
Produits des activités ordinaires								
Canada	204 585 \$	123 972 \$	16 768 \$	345 325 \$	148 514 \$	109 344 \$	15 418 \$	273 276 \$
Royaume-Uni et Europe	155 942	125 551	—	281 493	212 307	113 046	—	325 353
États-Unis	202 972	1 367	—	204 339	216 485	1 646	—	218 131
Autres établissements à l'étranger	49 606	—	—	49 606	38 484	—	—	38 484
Total des produits des activités ordinaires	613 105	250 890	16 768	880 763	615 790	224 036	15 418	855 244
Charges	599 263	223 110	64 047	886 420	532 862	206 706	51 088	790 656
Imputations intersectorielles	11 910	21 683	(33 593)	—	8 537	24 719	(33 256)	—
Résultat avant charge ou recouvrement d'impôt sur le résultat	1 932 \$	6 097 \$	(13 686) \$	(5 657) \$	74 391 \$	(7 389) \$	(2 414) \$	64 588 \$
Compte non tenu des éléments importants³								
Charges	556 908	214 736	55 814	827 458	520 634	198 865	51 088	770 587
Imputations intersectorielles	11 910	21 683	(33 593)	—	8 537	24 719	(33 256)	—
Résultat avant charge ou recouvrement d'impôt sur le résultat	44 287 \$	14 471 \$	(5 453) \$	53 305 \$	86 619 \$	452 \$	(2 414) \$	84 657 \$
Nombre d'employés	901	703	324	1 928	974	714	316	2 004

1) Les données sont conformes aux IFRS, sauf les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants et le nombre d'employés. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 22. Les résultats financiers détaillés des secteurs d'activité sont présentés à la note 21 des états financiers consolidés audités à la page 105.

2) Les résultats d'exploitation de Canaccord Genuity (Australia) Limited ont été consolidés et une participation ne donnant pas le contrôle de 40 % a été comptabilisée et incluse dans le secteur Canaccord Genuity à l'exercice 2015 (50 % à l'exercice 2014). Les résultats des activités de gestion de patrimoine d'Eden Financial Ltd. depuis le 1^{er} octobre 2012 sont également inclus dans le secteur Gestion de patrimoine Canaccord Genuity.

3) Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 31.

Les activités de Groupe Canaccord Genuity sont divisées en trois secteurs : Canaccord Genuity et Gestion de patrimoine Canaccord Genuity sont les principaux secteurs opérationnels, tandis que le secteur Non sectoriel et autres est principalement un secteur administratif.

CANACCORD GENUITY

Aperçu

Le secteur Canaccord Genuity fournit des services de financement de sociétés, des services de recherche et des services de vente et de négociation pour le compte de clients qui sont des sociétés, des institutions et des gouvernements, et il exerce des activités de négociation à titre de contrepartiste au Canada, aux États-Unis, au Royaume-Uni et en Europe, et dans la région de l'Asie-Pacifique. Canaccord Genuity exploite des établissements dans 19 villes réparties dans 10 pays à l'échelle mondiale.

Nos résultats d'exploitation témoignent de la force de notre entreprise mondiale et du succès de nos initiatives visant à diversifier nos sources de produits des activités ordinaires. Pour l'exercice 2015, 67 % du total des produits des activités ordinaires de Canaccord Genuity ont été tirés d'activités à l'extérieur du Canada.

Grâce aux initiatives d'expansion mises en œuvre par Canaccord Genuity au cours des dernières années, la Société s'est taillé une place solide à titre de banque d'investissement indépendante mondiale chef de file tournée vers le marché intermédiaire.

Au cours de l'exercice 2015, la Société a pris des mesures visant à rationaliser sa structure de direction et à réduire de 4 % la taille de son effectif mondial afin de simplifier ses activités dans le contexte économique actuel. Ces changements ont été effectués dans le but d'améliorer la collaboration entre les équipes mondiales et d'accélérer la mise en place d'un modèle de service uniforme proposé à nos clients.

Au cours de l'exercice 2015, Canaccord Genuity a participé à un total de 340 transactions de plus de 1,5 million \$ pour le compte de clients mondiaux, mobilisant un produit brut de 39,2 milliards \$¹. De ce nombre, Canaccord Genuity a été chef de file pour 85 transactions à l'échelle mondiale, mobilisant un produit total de 4,6 milliards \$. La diversification sectorielle demeure un élément essentiel de la stratégie de la Société. Les produits tirés des ressources ont représenté 14 % du total des produits tirés du financement de sociétés de Canaccord Genuity à l'exercice 2015, contre 22 % à l'exercice 2014. Les transactions liées aux ressources ont représenté 22 % du nombre total de transactions de financement de sociétés de Canaccord Genuity à l'exercice 2015, une légère baisse de 1 % par rapport à 23 % à l'exercice 2014. Pour l'exercice 2015, 43 % des produits tirés du financement de sociétés de la Société ont été générés dans les secteurs Technologie et Soins de santé et sciences de la vie.

Perspectives

Canaccord Genuity demeure très bien positionnée dans bon nombre des principaux marchés de la Société. Pour l'année à venir, la direction prévoit mettre l'accent sur les gains d'efficacité opérationnelle et la génération de synergies relatives aux produits des activités ordinaires en intégrant davantage les aspects de sa plateforme mondiale des marchés des capitaux et en encourageant une plus grande coordination transfrontalière entre nos bureaux partout dans le monde.

Selon nous, la plateforme mondiale intégrée de Canaccord Genuity procure un avantage concurrentiel à l'entreprise par rapport à quantité de sociétés axées sur le marché national auxquelles nous livrons concurrence. Les plus petits courtiers régionaux ou locaux sont de plus en plus poussés à se diversifier, et les concurrents internationaux de plus grande envergure affectent des ressources limitées au service des sociétés de croissance. Nous croyons que ce paysage concurrentiel procure à Canaccord Genuity d'importantes possibilités dans le marché intermédiaire mondial, qui est relativement négligé à l'heure actuelle par d'autres banques d'investissement mondiales. Grâce à sa stratégie à l'égard du marché intermédiaire et à l'accent mis sur des secteurs de croissance clés, Canaccord Genuity se distingue de ses concurrents.

On prévoit que le virage persistant vers les systèmes de négociation électroniques et les activités de négociation sur des plateformes parallèles enlèvera aux principales Bourses une part du marché des activités de négociation. Pour faire face à cette situation, Canaccord Genuity offre déjà des services de négociation sur de nombreux systèmes de négociation parallèles (Chi-X, CX2, Alpha, Aequitas, Pure, CSE (Bourse canadienne), Omega, Lynx et Triact). La Société est aussi bien présente aux États-Unis grâce aux services de négociation de certificats américains d'actions étrangères (CAAÉ) et d'actions de sociétés étrangères de notre groupe Actions internationales. La Société continuera de surveiller étroitement l'évolution des marchés des capitaux et du contexte réglementaire.

Canaccord Genuity demeure déterminée à exercer ses activités aussi efficacement que possible pour soutenir sa plateforme mondiale pendant les périodes de ralentissement de l'activité sur les marchés des capitaux. La culture de compression des coûts continue d'être renforcée dans l'ensemble de la Société, et cette dernière continue d'évaluer des stratégies de réduction des coûts d'exploitation à long terme.

Bien que nous ayons confiance en l'avenir, la Société a pris la décision prudente d'équilibrer les investissements dans les initiatives de croissance et sa capacité à générer des profits dans la conjoncture actuelle. En raison de la nature dynamique de notre environnement d'exploitation, nous devons continuer d'afficher une certaine agilité dans la composition de nos activités afin de rester concurrentiel et de répondre aux besoins changeants de nos clients. Pour cette raison, la Société investira de manière disciplinée dans l'ajout de petites équipes dans des marchés verticaux précis ou des gammes de services clés afin de renforcer nos activités dans des régions où nous croyons pouvoir accroître notre part de marché.

L'équipe de direction croit que les investissements réalisés par la Société pour améliorer la présence de Canaccord Genuity dans le monde et élargir son offre de services l'ont très bien positionnée pour l'avenir.

¹) Transactions de plus de 1,5 million \$.

RENDEMENT FINANCIER^{1, 2}

Pour les exercices clos les 31 mars

(en milliers \$ CA, sauf le nombre d'employés)	2015					2014				
	Canada	Royaume-Uni et Europe	États-Unis	Autres établisse- ments à l'étranger	Total	Canada	Royaume-Uni et Europe	États-Unis	Autres établisse- ments à l'étranger	Total
Produits des activités ordinaires	204 585	\$ 155 942	\$ 202 972	\$ 49 606	\$ 613 105	148 514	\$ 212 307	\$ 216 485	\$ 38 484	\$ 615 790
Charges										
Rémunération au rendement	99 366	100 217	107 787	28 146	335 516	72 042	106 339	107 243	21 072	306 696
Charges salariales	5 226	7 037	9 986	3 404	25 653	4 819	16 671	9 933	3 366	34 789
Autres charges indirectes	49 344	56 562	81 365	15 291	202 562	45 167	55 519	69 718	15 487	185 891
Frais de restructuration	4 006	9 143	7 348	500	20 997	4 179	1 307	—	—	5 486
Dépréciation du goodwill	—	—	—	14 535	14 535	—	—	—	—	—
Total des charges	157 942	172 959	206 486	61 876	599 263	126 207	179 836	186 894	39 925	532 862
Imputations intersectorielles ³	9 508	(602)	3 004	—	11 910	9 919	(4 233)	2 701	150	8 537
Résultat avant charge ou recouvrement d'impôt sur le résultat ³	37 135	\$ (16 415)	\$ (6 518)	\$ (12 270)	\$ 1 932	12 388	\$ 36 704	\$ 26 890	\$ (1 591)	\$ 74 391
Compte non tenu des éléments importants ⁴										
Total des charges	150 216	163 816	199 133	43 743	556 908	118 306	178 529	186 890	36 909	520 634
Imputations intersectorielles ³	9 508	(602)	3 004	—	11 910	9 919	(4 233)	2 701	150	8 537
Résultat avant charge ou recouvrement d'impôt sur le résultat ³	44 861	\$ (7 272)	\$ 835	\$ 5 863	\$ 44 287	20 289	\$ 38 011	\$ 26 894	\$ 1 425	\$ 86 619
Nombre d'employés	201	329	269	102	901	215	372	286	101	974

1) Les données sont conformes aux IFRS, sauf les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants et le nombre d'employés. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 22.

2) Les résultats d'exploitation de Canaccord Genuity (Australia) Limited ont été consolidés et une participation ne donnant pas le contrôle de 40 % a été comptabilisée et incluse dans le secteur Canaccord Genuity à l'exercice 2015 (40 % à l'exercice 2014).

3) Le résultat avant impôt sur le résultat tient compte des imputations intersectorielles. Se reporter à la rubrique « Frais intersectoriels imputés » à la page 48.

4) Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 31.

PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES

Produits des activités ordinaires par région en pourcentage des produits des activités ordinaires de Canaccord Genuity

Pour les exercices clos les 31 mars

	2015	2014	Variation 2015/2014
Produits des activités ordinaires générés dans les régions suivantes :			
Canada	33,4 %	24,1 %	9,3 p.p.
Royaume-Uni et Europe	25,4 %	34,5 %	(9,1) p.p.
États-Unis	33,1 %	35,2 %	(2,1) p.p.
Autres établissements à l'étranger	8,1 %	6,2 %	1,9 p.p.
	100,0 %	100,0 %	

p.p. : points de pourcentage

Canaccord Genuity a dégagé des produits des activités ordinaires de 613,1 millions \$, soit 2,7 millions \$, ou 0,4 %, de moins qu'à l'exercice 2014, du fait du ralentissement des activités sur les marchés. Les produits des activités ordinaires de nos activités aux États-Unis ont diminué de 13,5 millions \$ et ceux de nos activités au Royaume-Uni et en Europe, de 56,4 millions \$ par rapport à l'exercice clos le 31 mars 2014. Ces diminutions ont été contrebalancées par une augmentation de 56,1 millions \$ dans nos activités au Canada et de 11,1 millions \$ dans nos Autres établissements à l'étranger.

Activités de financement de sociétés

Au cours de l'exercice 2015, Canaccord Genuity a participé à un total de 340 placements en actions de 1,5 million \$ et plus, qui lui ont permis de mobiliser 39,2 milliards \$. Au cours de l'exercice 2015, la Société a davantage diversifié ses secteurs cibles, 78 % des transactions s'étant produites dans les secteurs autres que ceux des mines et métaux et de l'énergie, qui contribuent traditionnellement pour une importante partie des produits des activités ordinaires de la Société.

Les transactions réalisées par Canaccord Genuity par secteurs cibles, et les produits qui en sont tirés, sont présentés en détail ci-après.

CANACCORD GENUITY – VUE D'ENSEMBLE

Transactions et produits de financement de sociétés par secteur

Secteurs	Pour l'exercice clos le 31 mars 2015	
	En % des transactions de financement de sociétés	En % des produits de financement de sociétés
Technologie	13,7 %	30,3 %
Soins de santé et sciences de la vie	9,6 %	12,8 %
Métaux et mines	13,7 %	9,7 %
Développement durable	2,7 %	9,4 %
Produits financiers	7,7 %	7,5 %
Immobilier et hôtellerie	11,8 %	5,2 %
Produits de consommation et de détail	1,1 %	4,8 %
Infrastructure	3,3 %	4,3 %
Énergie	7,9 %	4,0 %
Sociétés de placement	—	2,2 %
Produits structurés	19,2 %	0,6 %
Services de soutien	—	0,5 %
Médias et télécommunications	1,4 %	0,2 %
Agriculture	0,3 %	—
Industries diversifiées	7,6 %	8,5 %
Total	100,0 %	100,0 %

CANACCORD GENUITY – PAR RÉGION GÉOGRAPHIQUE

Transactions de financement de sociétés par secteur (en % des transactions de financement de sociétés pour chaque région géographique)

Pour l'exercice clos le 31 mars 2015

Secteurs	Canada	Royaume-Uni et Europe	États-Unis	Autres établissements à l'étranger
Produits structurés	32,4 %	—	—	—
Immobilier et hôtellerie	19,4 %	—	—	1,6 %
Métaux et mines	12,5 %	—	—	35,9 %
Énergie	10,6 %	—	9,4 %	—
Technologie	6,0 %	19,0 %	34,4 %	17,2 %
Produits financiers	6,0 %	28,6 %	—	14,1 %
Médias et télécommunications	1,4 %	9,5 %	—	—
Soins de santé et sciences de la vie	0,9 %	9,5 %	40,6 %	7,8 %
Agriculture	0,5 %	—	—	—
Infrastructure	—	14,4 %	—	14,1 %
Développement durable	—	9,5 %	12,5 %	—
Produits de consommation et de détail	—	9,5 %	3,1 %	—
Services de soutien	—	—	—	—
Sociétés de placement	—	—	—	—
Industries diversifiées	10,3 %	—	—	9,3 %
Total	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %

Produits tirés du financement de sociétés par secteur (en % des produits tirés du financement de sociétés par secteur pour chaque région géographique)

Pour l'exercice clos le 31 mars 2015

Secteurs	Canada	Royaume-Uni et Europe	États-Unis	Autres établissements à l'étranger
Technologie	46,7 %	19,3 %	25,7 %	11,6 %
Métaux et mines	14,1 %	2,5 %	—	25,4 %
Produits financiers	10,7 %	14,4 %	—	3,1 %
Énergie	6,0 %	—	5,0 %	2,9 %
Soins de santé et sciences de la vie	5,6 %	7,9 %	29,6 %	8,3 %
Immobilier et hôtellerie	5,2 %	15,1 %	—	0,5 %
Produits structurés	1,5 %	—	—	—
Services de soutien	1,2 %	—	—	0,3 %
Produits de consommation et de détail	0,6 %	8,4 %	6,2 %	8,2 %
Développement durable	0,5 %	—	29,7 %	9,4 %
Médias et télécommunications	0,4 %	—	—	—
Infrastructure	—	20,9 %	—	0,5 %
Sociétés de placement	0,1 %	10,8 %	—	—
Agriculture	0,1 %	—	—	—
Industries diversifiées	7,3 %	0,7 %	3,8 %	29,8 %
Total	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %

CHARGES

Les charges pour l'exercice 2015 se sont élevées à 599,3 millions \$, en hausse de 66,4 millions \$, ou 12,5 %, par rapport à l'exercice précédent. Le secteur Canaccord Genuity a comptabilisé des éléments importants de 42,4 millions \$ au cours de l'exercice 2015, incluant des frais de restructuration de 21,0 millions \$, une charge de dépréciation du goodwill de 14,5 millions \$ et l'amortissement d'immobilisations incorporelles de 6,9 millions \$. Compte non tenu des éléments importants¹, le total des charges s'est établi à 556,9 millions \$ pour l'exercice 2015, en hausse de 36,3 millions \$, ou 7,0 %, par rapport à l'exercice 2014.

Rémunération au rendement et charges salariales

Pour l'exercice 2015, la charge de rémunération au rendement a augmenté de 28,8 millions \$, ou 9,4 %, en regard de l'exercice 2014. La charge de rémunération au rendement exprimée en pourcentage des produits des activités ordinaires s'est établie à 54,7 %, en hausse de 4,9 points de pourcentage par rapport à l'exercice 2014. Pour l'exercice 2015, les charges salariales ont diminué de 9,1 millions \$, ou 26,3 %, en regard de l'exercice 2014. La charge de rémunération totale en pourcentage des produits des activités ordinaires s'est élevée à 58,9 %, en hausse de 3,5 points de pourcentage pour l'exercice clos le 31 mars 2015.

Au Canada, la charge de rémunération totale exprimée en pourcentage des produits des activités ordinaires a connu une légère diminution de 0,6 point de pourcentage par rapport à 2014, pour s'établir à 51,1 % à l'exercice 2015. Le ratio de rémunération totale dans nos activités aux États-Unis a enregistré une hausse de 3,8 points de pourcentage sous l'effet de la baisse des produits des activités ordinaires et de la hausse de la charge de rémunération au rendement dont les paiements sont fondés sur des actions, laquelle a résulté d'une augmentation des attributions d'actions temporairement incessibles afin de soutenir l'expansion de nos activités dans cette région. La charge de rémunération totale exprimée en pourcentage des produits des activités ordinaires de notre secteur Autres établissements à l'étranger a connu une légère augmentation de 0,1 point de pourcentage pour s'établir à 63,6 % pour l'exercice 2015. S'établissant à 68,8 %, la charge de rémunération totale exprimée en pourcentage des produits des activités ordinaires dans nos activités au Royaume-Uni et en Europe a enregistré une croissance de 10,8 points de pourcentage attribuable à une diminution marquée des produits des activités ordinaires et à l'incidence de cette diminution sur les comptes de rémunération au rendement basés au Royaume-Uni.

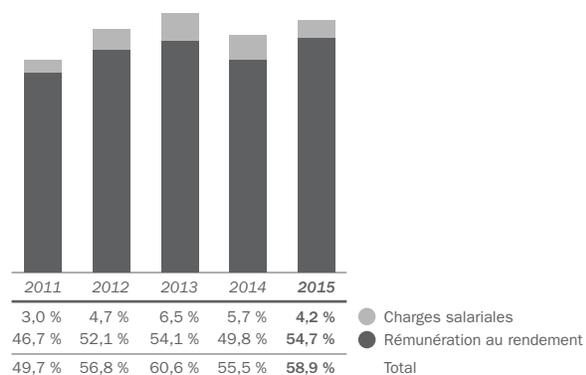
Charge de rémunération au rendement de Canaccord Genuity exprimée en pourcentage des produits des activités ordinaires par région

	Pour les exercices clos les 31 mars		
	2015	2014	Variation 2015/2014
Charge de rémunération au rendement exprimée en pourcentage des produits des activités ordinaires			
Canada	48,6 %	48,5 %	0,1 p.p.
Royaume-Uni et Europe	64,3 %	50,1 %	14,2 p.p.
États-Unis	53,1 %	49,5 %	3,6 p.p.
Autres établissements à l'étranger	56,7 %	54,8 %	1,9 p.p.
Canaccord Genuity (total)	54,7 %	49,8 %	4,9 p.p.

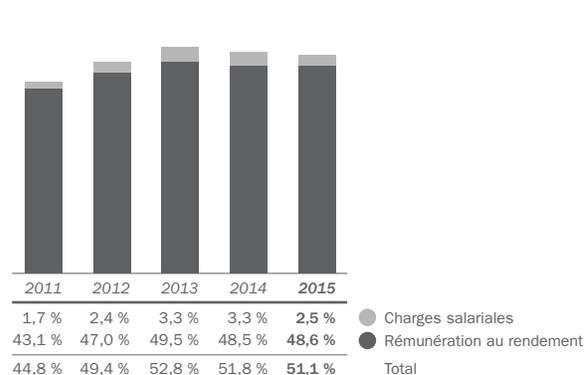
p.p. : points de pourcentage

1) Les chiffres compte non tenu des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 22.

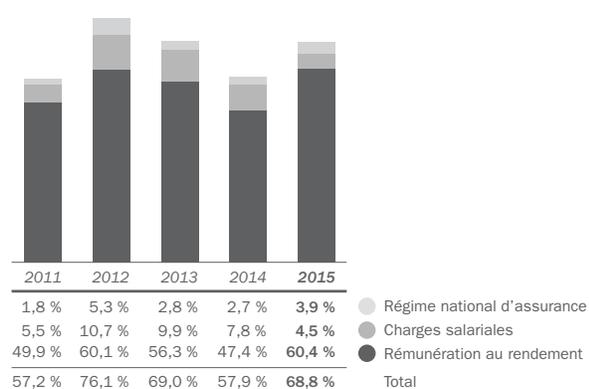
RÉMUNÉRATION TOTALE EN POURCENTAGE DES PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES DE CANACCORD GENUITY – VUE D'ENSEMBLE



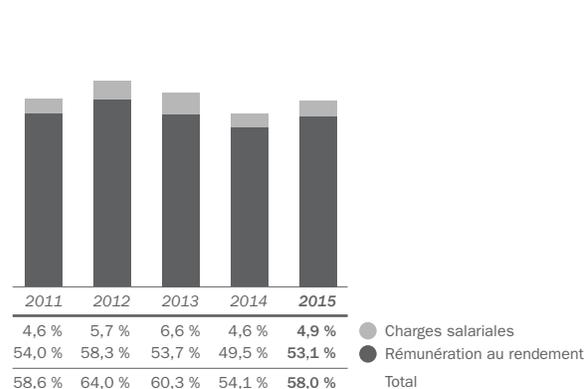
RÉMUNÉRATION TOTALE EN POURCENTAGE DES PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES DE CANACCORD GENUITY – CANADA



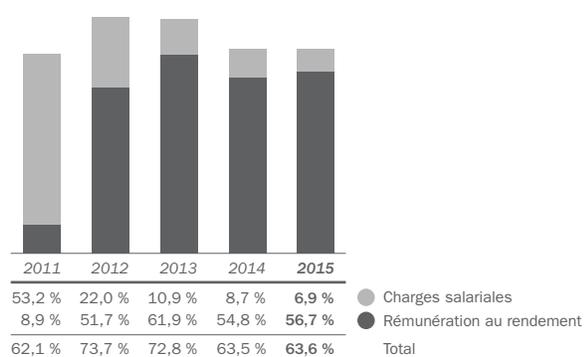
RÉMUNÉRATION TOTALE EN POURCENTAGE DES PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES DE CANACCORD GENUITY – ROYAUME-UNI ET EUROPE



RÉMUNÉRATION TOTALE EN POURCENTAGE DES PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES DE CANACCORD GENUITY – ÉTATS-UNIS



RÉMUNÉRATION TOTALE EN POURCENTAGE DES PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES DE CANACCORD GENUITY – AUTRES ÉTABLISSEMENTS À L'ÉTRANGER



Autres charges indirectes

Les autres charges indirectes compte non tenu des éléments importants¹ ont été de 195,8 millions \$ pour l'exercice 2015, en hausse de 16,7 millions \$ par rapport à l'exercice précédent. Les variations les plus importantes des autres charges indirectes comprennent une hausse de 6,9 millions \$ des frais d'administration, de 5,5 millions \$ des frais liés aux communications et à la technologie et de 5,8 millions \$ des frais de négociation, le tout en partie contrebalancé par une diminution de 2,7 millions \$ des charges d'intérêts.

Les frais d'administration ont augmenté de 6,9 millions \$, ou 13,7 %, pour s'établir à 57,4 millions \$ pour l'exercice clos le 31 mars 2015, surtout en raison de la hausse des frais de promotion et de déplacement de nos activités au Canada et aux États-Unis découlant de l'accroissement de l'effectif au cours des neuf premiers mois de l'exercice et de certaines initiatives de croissance, notamment l'expansion des activités liées aux titres à revenu fixe aux États-Unis au cours de l'exercice 2014. De plus, une augmentation des honoraires de nos activités aux États-Unis a aussi contribué à la hausse globale des frais d'administration.

S'établissant à 34,8 millions \$ pour l'exercice clos le 31 mars 2015, les frais liés aux communications et à la technologie ont connu une hausse de 5,5 millions \$, attribuable surtout au soutien de la croissance des affaires dans nos activités aux États-Unis ainsi qu'au Royaume-Uni et en Europe.

Les frais de négociation ont augmenté de 5,8 millions \$, ou 13,4 %, pour s'établir à 49,0 millions \$ au cours de l'exercice 2015 en raison de l'augmentation des volumes de négociation des activités de placement pour compte au Canada ainsi que des frais d'exécution et de règlement liés aux activités de négociation internationales aux États-Unis.

S'inscrivant à 11,5 millions \$, les charges d'intérêts ont diminué de 2,7 millions \$ par rapport à l'exercice 2014, surtout en raison de nos activités au Canada.

Une charge de dépréciation du goodwill de 4,5 millions \$ liée à nos activités en Chine et aux acquisitions de The Balloch Group et de certains actifs de Kenosis Capital Partners a été comptabilisée au cours de l'exercice clos le 31 mars 2015. La Société a aussi comptabilisé une charge de dépréciation de 10,0 millions \$ relativement aux activités à Singapour par suite de la révision à la baisse des prévisions en raison de l'évolution de la conjoncture économique dans cette région.

Au cours du T4/15, la Société a comptabilisé des frais de restructuration de 21,0 millions \$ au titre de la réduction de la taille de l'effectif de ses activités sur les marchés des capitaux mondiaux et de la rationalisation de ses activités compte tenu de la conjoncture actuelle. Les frais de restructuration comprennent des prestations de cessation d'emploi et des coûts liés aux biens immobiliers.

RÉSULTAT AVANT IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

Le résultat avant impôt sur le résultat de l'exercice 2015 s'est élevé à 1,9 million \$, contre 74,4 millions \$ pour l'exercice 2014. Compte non tenu des éléments importants¹, le résultat avant impôt sur le résultat s'est établi à 44,3 millions \$, comparativement à 86,6 millions \$ pour l'exercice 2014. La baisse du résultat net s'explique principalement par le recul des produits des activités ordinaires, par le ratio de rémunération plus élevé découlant de l'incidence de la baisse des produits des activités ordinaires sur les comptes de rémunération au rendement, ainsi que par la hausse de certaines charges indirectes engagées pour soutenir les activités.

GESTION DE PATRIMOINE CANACCORD GENUITY

Aperçu

La division de gestion de patrimoine de Groupe Canaccord Genuity offre une gamme étendue de services financiers et de produits de placement aux particuliers, institutions, intermédiaires et organismes de bienfaisance. Les produits tirés des activités de gestion de patrimoine proviennent des services classiques de courtage à la commission, de la vente de produits et de services tarifés, des intérêts liés aux clients et des honoraires et commissions gagnés par les conseillers en placement pour des transactions de financement de sociétés et des transactions mettant en jeu du capital de risque. La Société mène maintenant des activités de gestion de patrimoine au Canada, au Royaume-Uni et en Europe, ainsi qu'en Australie.

Gestion de patrimoine Canaccord Genuity compte des bureaux à cinq établissements au Royaume-Uni et en Europe, notamment au Royaume-Uni, aux îles de la Manche et à l'île de Man. Les produits des activités ordinaires de cette entreprise proviennent en grande partie des comptes assortis d'honoraires et des activités de gestion de portefeuille. À 67,1 % pour l'exercice 2015, la proportion des produits des activités ordinaires tirés des activités de gestion de patrimoine tarifées dans cette région est beaucoup plus importante qu'au Canada et qu'en Australie. L'entreprise sert des clients au Royaume-Uni et hors du Royaume-Uni et leur offre des options de placement dans des produits financiers exclusifs ou de tierces parties, y compris 29 fonds gérés par les gestionnaires de portefeuille de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity. Au cours de l'exercice 2015, la Société a achevé la mise en œuvre d'un système d'exploitation de classe mondiale, qui procure l'infrastructure nécessaire pour soutenir nos plans de croissance pour ce secteur.

Au 31 mars 2015, Gestion de patrimoine Canaccord Genuity avait 16 bureaux dans l'ensemble du Canada, y compris huit bureaux de gestion de patrimoine indépendante. Au cours de l'exercice 2015, la Société a poursuivi le repositionnement stratégique de sa division canadienne de gestion de patrimoine pour satisfaire les besoins d'une clientèle vieillissante plus conservatrice en fournissant des services complets de planification financière. La Société a grandement amélioré ses programmes de formation au cours des dernières années pour que les équipes de conseillers, ses experts en placement et ses gestionnaires de fonds possèdent l'expertise nécessaire pour fournir des conseils complets en gestion de patrimoine.

¹ Les chiffres compte non tenu des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 22.

Au cours de l'exercice 2015, le secteur Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Canada a lancé Stratégie de portefeuille mondiale, une plateforme de gestion d'actifs exclusive qui combine la recherche et la gestion de portefeuille et des solutions prospectives de gestion des risques. Cette plateforme est basée sur un produit de gestion d'actifs similaire offert par notre entreprise de gestion de patrimoine au Royaume-Uni, lequel a été reconnu comme l'un des meilleurs produits de gestion d'actifs et bien accueilli par les clients existants et nouveaux de gestion de patrimoine dans l'ensemble des régions.

Perspectives

Les priorités de la direction en ce qui concerne Gestion de patrimoine Canaccord Genuity consisteront à accroître les actifs sous administration et sous gestion et à augmenter la proportion des produits tirés des activités tarifées. En disposant d'un plus grand nombre de sources récurrentes de produits, nous nous attendons à réduire considérablement notre dépendance aux produits tirés des transactions au cours des années à venir, ce qui rendra notre entreprise moins sensible aux variations des conditions de marché.

Les activités tarifées récurrentes représentant 67,1 % des produits des activités ordinaires, les sources de revenus générées par les activités de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe contribuent à améliorer la stabilité du rendement global de la division. La Société continuera à saisir des occasions de croissance stratégiques afin d'accroître la présence de son entreprise de gestion de patrimoine au Royaume-Uni.

Au Canada, la Société mettra l'accent sur l'amélioration des marges, la gestion des coûts et la croissance de l'entreprise grâce à un recrutement et à une formation ciblés. Bien que le contexte d'embauche demeure compétitif, nous nous attendons à avoir du succès à long terme en la matière dans des marchés choisis, grâce aux avantages tirés de notre plateforme mondiale améliorée. La Société prévoit également investir davantage dans ses programmes de formation pour les conseillers en placement, nouveaux et actuels, afin de poursuivre le perfectionnement de nos équipes de conseillers et de soutenir la croissance des services tarifés de notre entreprise canadienne.

Les activités de gestion de patrimoine de la Société en Australie sont toujours relativement modestes. Toutefois, il devrait y avoir une expansion grâce à un recrutement ciblé et au développement de services et de produits de gestion de patrimoine dans ce marché.

RENDEMENT FINANCIER – AMÉRIQUE DU NORD^{1, 2}

(en milliers \$ CA, sauf les ASA et les ASG qui sont en millions \$ CA, le nombre d'employés et d'équipes de conseillers, et les pourcentages)	Pour les exercices clos les 31 mars			
	2015	2014	Variation 2015/2014	
Produits des activités ordinaires	125 339 \$	110 990 \$	14 349 \$	12,9 %
Charges				
Rémunération au rendement	62 813	56 521	6 292	11,1 %
Charges salariales	12 188	13 260	(1 072)	(8,1) %
Autres charges indirectes	39 957	42 653	(2 696)	(6,3) %
Total des charges	114 958	112 434	2 524	2,2 %
Imputations intersectorielles ³	17 483	16 672	811	4,9 %
Résultat avant charge ou recouvrement d'impôt sur le résultat ³	(7 102) \$	(18 116) \$	11 014 \$	60,8 %
ASG – Canada (discrétionnaires) ⁴	1 561	1 204	357	29,7 %
ASA – Canada ⁵	10 729	10 160	569	5,6 %
Nombre d'équipes de conseillers – Canada	152	160	(8)	(5,0) %
Nombre d'employés	400	420	(20)	(4,8) %
Compte non tenu des éléments importants⁶				
Total des charges	114 958 \$	112 434 \$	2 524 \$	2,2 %
Imputations intersectorielles ³	17 483	16 672	811	4,9 %
Résultat avant charge ou recouvrement d'impôt sur le résultat ³	(7 102)	(18 116)	11 014	60,8 %

1) Les données sont conformes aux IFRS, à l'exception des chiffres ne tenant pas compte des éléments importants, des ASA, des ASG, du nombre d'équipes de conseillers et du nombre d'employés. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 22.

2) Comprend les activités de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Canada et aux États-Unis.

3) Le résultat avant impôt sur le résultat tient compte des frais intersectoriels imputés. Se reporter à la rubrique « Frais intersectoriels imputés » à la page 48.

4) Les ASG représentent les actifs gérés de manière discrétionnaire dans le cadre de nos programmes généralement appelés *Programme de conseils en placement CT* et *Programme de gestion des placements des particuliers CT*.

5) Les ASA représentent la valeur de marché des biens du client qui sont administrés par la Société et dont celle-ci tire des commissions ou des honoraires.

6) Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 31.

Les produits des activités ordinaires de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity en Amérique du Nord ont atteint 125,3 millions \$, en hausse de 14,3 millions \$ par rapport à ceux de l'exercice 2014.

Les ASA au Canada affichent une croissance de 5,6 % pour s'établir à 10,7 milliards \$ au 31 mars 2015, en regard de 10,2 milliards \$ au 31 mars 2014, ce qui reflète l'amélioration des valeurs de marché au cours de l'exercice et la croissance des affaires. Les ASG au Canada se sont accrus de 29,7 % par rapport à l'exercice 2014, la Société mettant davantage l'accent sur les comptes assortis d'honoraires et les comptes gérés au détriment des comptes classiques à la commission. On compte 152 équipes de conseillers au

Canada, soit huit de moins qu'il y a un an. Les produits tirés des honoraires au titre de nos activités en Amérique du Nord ont crû de 2,9 points de pourcentage par rapport à l'exercice précédent et ont représenté 35,1 % des produits de gestion de patrimoine générés au Canada au cours de l'exercice clos le 31 mars 2015.

Pour l'exercice considéré, les charges se sont élevées à 115,0 millions \$, en hausse de 2,5 millions \$, ou 2,2 %, par rapport à l'exercice 2014. Les efforts constants de compression des coûts ont entraîné une diminution du total des charges en pourcentage des produits des activités ordinaires de 9,6 points de pourcentage par rapport à l'exercice précédent. La charge de rémunération au rendement a augmenté de 6,3 millions \$ par rapport à l'exercice 2014, sous l'effet de la hausse des produits ouvrant droit à la rémunération au rendement. La charge de rémunération totale exprimée en pourcentage des produits des activités ordinaires a diminué de 3,0 points de pourcentage par rapport à l'exercice précédent du fait de la baisse de la rémunération de base.

L'augmentation de la charge de rémunération au rendement attribuable à la hausse des produits des activités ordinaires a été en partie compensée par la diminution des charges salariales et des charges autres que de rémunération. Les frais de négociation ont diminué de 1,5 million \$ comparativement à l'exercice précédent. Une réduction des primes de recrutement au cours de l'exercice clos le 31 mars 2015 a également entraîné un recul des frais de développement de 1,5 million \$. Grâce à nos efforts constants de compression des coûts, les frais liés aux communications et à la technologie ont diminué de 0,6 million \$ par rapport à l'exercice précédent.

La perte avant impôt sur le résultat s'est établie à 7,1 millions \$ pour l'exercice 2015, contre 18,1 millions \$ pour l'exercice 2014. Les efforts soutenus de surveillance des coûts de la Société et la mise en œuvre de mesures de réduction des coûts se sont traduits par une baisse de la perte avant impôt sur le résultat pour l'exercice clos le 31 mars 2015 par rapport à l'exercice précédent.

RENDEMENT FINANCIER – ROYAUME-UNI ET EUROPE¹

(en milliers \$ CA, sauf les ASG qui sont en millions \$ CA, le nombre d'employés, d'experts en placement et de gestionnaires de fonds, et les pourcentages)	Pour les exercices clos les 31 mars			
	2015	2014	Variation 2015/2014	
Produits des activités ordinaires	125 551 \$	113 046 \$	12 505 \$	11,1 %
Charges				
Rémunération au rendement	45 407	40 139	5 268	13,1 %
Charges salariales	18 573	14 656	3 917	26,7 %
Autres charges indirectes	43 389	39 477	3 912	9,9 %
Frais de restructuration	783	—	783	négl.
Total des charges	108 152	94 272	13 880	14,7 %
Imputations intersectorielles ²	4 200	8 047	(3 847)	(47,8) %
Résultat avant impôt sur le résultat ²	13 199 \$	10 727 \$	2 472 \$	23,0 %
ASG – Royaume-Uni et Europe ³	21 763	20 156	1 607	8,0 %
Nombre d'experts en placement et de gestionnaires de fonds –				
Royaume-Uni et Europe	114	118	(4)	(3,4) %
Nombre d'employés	303	294	9	3,1 %
Compte non tenu des éléments importants⁴				
Total des charges	99 778 \$	86 431 \$	13 347 \$	15,4 %
Imputations intersectorielles ²	4 200	8 047	(3 847)	(47,8) %
Résultat avant impôt sur le résultat ²	21 573	18 568	3 005	16,2 %

1) Les données sont conformes aux IFRS, sauf les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants, des ASG, du nombre d'experts en placement et de gestionnaires de fonds, et du nombre d'employés. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 22.

2) Le résultat avant impôt sur le résultat tient compte des imputations intersectorielles. Se reporter à la rubrique « Frais intersectoriels imputés » à la page 48.

3) Les ASG au Royaume-Uni et en Europe représentent la valeur de marché des actifs des clients qui sont gérés et administrés par la Société qui en tire des commissions ou des honoraires. Cette mesure comprend les comptes discrétionnaires et non discrétionnaires.

4) Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 31.

Les produits des activités ordinaires générés par nos activités au Royaume-Uni et en Europe proviennent en grande partie des comptes assortis d'honoraires et des activités de gestion de portefeuille et, par conséquent, sont peu sensibles aux variations des conditions de marché. Pour l'exercice 2015, les produits des activités ordinaires ont atteint 125,6 millions \$, en hausse de 11,1 % par rapport à l'exercice 2014.

Au 31 mars 2015, les ASG au Royaume-Uni et en Europe s'établissaient à 21,8 milliards \$. Les produits tirés des honoraires au titre de nos activités au Royaume-Uni et en Europe ont représenté 67,1 % du total des produits des activités ordinaires de cette région, soit une augmentation de 6,5 points de pourcentage par rapport à l'exercice 2014. Comme il a déjà été mentionné, ces activités affichent une proportion plus élevée de produits tirés des honoraires et de comptes gérés que nos activités de gestion de patrimoine au Canada.

La charge de rémunération au rendement a augmenté, s'établissant à 45,4 millions \$ par rapport à 40,1 millions \$ pour l'exercice 2014. La charge de rémunération totale (rémunération au rendement et charges salariales) exprimée en pourcentage des produits des activités ordinaires s'est accrue de 2,5 points de pourcentage pour s'établir à 51,0 % pour l'exercice clos le 31 mars 2015 par suite de la comptabilisation à titre de charges salariales de certains coûts qui étaient auparavant comptabilisés comme frais imputés provenant de Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe (marchés des capitaux). Une augmentation de 1,9 million \$ des frais liés aux locaux et au matériel a également été enregistrée, en partie en raison de la relocalisation de nos activités de gestion de patrimoine dans un autre établissement à Londres, au Royaume-Uni.

Les frais d'administration se sont accrus de 1,2 million \$, en partie en raison de la hausse des honoraires de services-conseils engagés au cours de l'exercice clos le 31 mars 2015 pour appuyer la croissance des activités.

Le résultat avant impôt sur le résultat s'est établi à 13,2 millions \$, comparativement à 10,7 millions \$ pour l'exercice précédent, surtout grâce à la hausse des produits des activités ordinaires inscrits au cours de l'exercice 2015. Compte non tenu des éléments importants¹, le résultat avant impôt sur le résultat s'est établi à 21,6 millions \$, en hausse de 16,2 % par rapport à l'exercice précédent.

SECTEUR NON SECTORIEL ET AUTRES

Aperçu

Le secteur Non sectoriel et autres comprend Pinnacle Correspondent Services (division des services de courtage de correspondance de Groupe Canaccord Genuity Inc.), les intérêts, les produits liés au change et les charges qui ne sont pas spécifiquement attribuables à Canaccord Genuity ou à Gestion de patrimoine Canaccord Genuity.

Pinnacle offre des services d'exécution d'ordres, de compensation, de règlement, de garde ainsi que d'autres services de suivi de marché et d'arrière-guichet à des remisiers, à des gestionnaires de portefeuille et à d'autres intermédiaires financiers. La division Pinnacle a été créée en guise de prolongement et d'application de l'investissement de taille que la Société a fait dans son infrastructure de technologie de l'information et d'exploitation.

Ce secteur comprend également les groupes de services d'administration, d'exploitation et de soutien de Groupe Canaccord Genuity Inc., qui sont responsables des systèmes de technologie de l'information de guichet et d'arrière-guichet, de la conformité et de la gestion des risques, de l'exploitation, des services juridiques, des finances et des autres fonctions administratives. La Société compte environ 324 employés dans le secteur Non sectoriel et autres. La plupart des fonctions de soutien administratif de Groupe Canaccord Genuity Inc. sont établies à Vancouver et à Toronto, au Canada.

Notre groupe de l'exploitation est responsable de toutes les activités liées au traitement des transactions sur titres, dont la compensation et le règlement des transactions sur titres, la gestion de comptes ainsi que la garde des titres des clients. Le service des finances s'occupe de la comptabilité et des contrôles financiers internes et de la présentation de l'information financière et réglementaire externe; quant au service de la conformité, il est responsable de la surveillance de la solvabilité et des comptes de la clientèle conformément à certaines exigences réglementaires de nature juridique et financière. Les activités de gestion des risques et les activités de conformité de Groupe Canaccord Genuity Inc. incluent des procédures qui permettent de repérer, de contrôler, de mesurer et de surveiller l'exposition au risque de la Société à tout moment.

Perspectives

Pinnacle Correspondent Services sera renommée Canaccord Genuity Correspondent Services au cours du premier semestre de l'exercice 2016.

1) Les chiffres compte non tenu des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 22.

RENDEMENT FINANCIER¹

Pour les exercices clos les 31 mars

(en milliers \$ CA, sauf le nombre d'employés et les pourcentages)	2015	2014	Variation 2015/2014	
Produits des activités ordinaires	16 768 \$	15 418 \$	1 350 \$	8,8 %
Charges				
Rémunération au rendement	11 744	9 933	1 811	18,2 %
Charges salariales	29 356	28 430	926	3,3 %
Autres charges indirectes	19 914	12 725	7 189	56,5 %
Frais de restructuration	3 033	—	3 033	négl.
Total des charges	64 047	51 088	12 959	25,4 %
Imputations intersectorielles ²	(33 593)	(33 256)	(337)	(1,0) %
Résultat avant charge ou recouvrement d'impôt sur le résultat ²	(13 686) \$	(2 414) \$	(11 272) \$	négl.
Nombre d'employés	324	316	8	2,5 %
Compte non tenu des éléments importants³				
Total des charges	55 814 \$	51 088 \$	4 726 \$	9,3 %
Imputations intersectorielles ²	(33 593)	(33 256)	(337)	(1,0) %
Résultat avant charge ou recouvrement d'impôt sur le résultat ²	(5 453)	(2 414)	(3 039)	125,9 %

1) Les données sont conformes aux IFRS, sauf les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants et le nombre d'employés. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 22.

2) Le résultat avant la charge ou le recouvrement d'impôt sur le résultat tient compte des imputations intersectorielles. Se reporter à la rubrique « Frais intersectoriels imputés » ci-après.

3) Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 31.

négl. : négligeable

Les produits des activités ordinaires se sont établis à 16,8 millions \$ pour l'exercice 2015, en hausse de 1,4 million \$, ou 8,8 %, par rapport à l'exercice 2014, surtout grâce à une augmentation des profits de change comptabilisés au cours de l'exercice considéré.

Le total des charges s'est élevé à 64,0 millions \$ pour l'exercice clos le 31 mars 2015, en hausse de 13,0 millions \$, ou 25,4 %, en regard de l'exercice précédent. L'augmentation de 1,8 million \$ de la charge de rémunération au rendement s'explique par la hausse de la charge de rémunération au rendement dont les paiements sont fondés sur des actions. Les charges salariales ont augmenté de 0,9 million \$ par rapport à l'exercice précédent.

Au cours du T4/15, une charge de 5,2 millions \$ a été comptabilisée par suite du devancement du moment de la comptabilisation du coût non constaté des droits attribués à titre de rémunération fondée sur des actions qui étaient détenus par l'ancien chef de la direction de la Société. En raison de son décès, le 1^{er} avril 2015, à la suite d'une urgence médicale grave survenue vers la fin du trimestre, nous avons dû comptabiliser le coût non constaté de ces attributions en date du 31 mars 2015 au titre des frais de développement.

Les frais d'administration ont augmenté de 2,6 millions \$, ou 23,2 %, surtout du fait de la hausse des frais de promotion et de déplacement. En outre, la Société a également comptabilisé des frais de restructuration de 3,0 millions \$ relativement à certains changements à la haute direction au Canada au cours du T1/15 ainsi qu'à certains frais immobiliers redondants inscrits au cours du T4/15. Les frais liés aux locaux et au matériel ont diminué de 1,0 million \$ principalement sous l'effet de la baisse des charges relatives aux réparations, à l'entretien et à l'installation tout au long de l'exercice.

La perte avant impôt sur le résultat s'est établie à 13,7 millions \$ pour l'exercice 2015, contre 2,4 millions \$ pour l'exercice précédent. Compte non tenu des éléments importants¹, la perte avant impôt sur le résultat s'est établie à 5,4 millions \$ pour l'exercice clos le 31 mars 2015, comparativement à 2,4 millions \$ pour l'exercice précédent.

FRAIS INTERSECTORIELS IMPUTÉS

Le secteur Non sectoriel et autres comprend certains frais de services de soutien et de recherche et d'autres frais qui ont été engagés pour soutenir les activités de Canaccord Genuity et de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Canada. Certains frais de négociation, de compensation et de règlement étaient inclus dans les frais de négociation dans la division applicable et comme recouvrement des frais de négociation dans le secteur Non sectoriel et autres. En outre, certaines charges indirectes sont facturées à Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe par Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe et sont incluses dans les frais intersectoriels imputés pour ces divisions.

1) Les chiffres compte non tenu des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 22.

Situation financière

Certains postes du bilan pour les cinq derniers exercices sont présentés ci-dessous.

(en milliers \$ CA)	Données du bilan aux 31 mars				
	2015	2014	2013	2012	2011
	IFRS	IFRS	IFRS	IFRS	IFRS
Actifs					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	322 324 \$	364 296 \$	491 012 \$	814 238 \$	954 068 \$
Titres détenus	848 128	1 143 201	924 337	1 171 988	947 185
Créances clients	2 491 488	2 785 898	2 513 958	3 081 640	2 828 812
Impôt sur le résultat à recevoir	5 295	3 983	—	8 301	—
Actifs d'impôt différé	10 148	9 735	12 552	3 959	1 503
Placements	8 693	9 977	3 695	9 493	5 934
Matériel et aménagements des locaux loués	43 373	50 975	42 979	51 084	40 818
Goodwill et autres immobilisations incorporelles	640 456	646 557	614 969	622 020	319 180
Total de l'actif	4 369 905 \$	5 014 622 \$	4 603 502 \$	5 762 723 \$	5 097 500 \$
Passif et capitaux propres					
Dette bancaire	20 264 \$	— \$	66 138 \$	75 141 \$	13 580 \$
Facilité de crédit à court terme	—	—	—	150 000	—
Titres vendus à découvert	654 639	913 913	689 020	914 649	722 613
Dettes fournisseurs et charges à payer	2 527 636	2 877 933	2 726 735	3 550 600	3 551 124
Provisions	14 320	10 334	20 055	39 666	6 151
Impôt sur le résultat à payer	8 172	10 822	4 428	—	23 977
Contrepartie éventuelle	—	—	14 218	—	—
Passifs d'impôt différé	2 057	3 028	2 576	8 088	8 163
Dette subordonnée	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000
Capitaux propres des actionnaires	1 117 542	1 168 680	1 049 163	992 125	756 892
Participations ne donnant pas le contrôle	10 275	14 912	16 169	17 454	—
Total du passif et des capitaux propres	4 369 905 \$	5 014 622 \$	4 603 502 \$	5 762 723 \$	5 097 500 \$

ACTIFS

La trésorerie et les équivalents de trésorerie étaient de 322,3 millions \$ au 31 mars 2015, contre 364,3 millions \$ au 31 mars 2014. Pour plus de renseignements, se reporter à la section « Situation de trésorerie et sources de financement ».

S'établissant à 848,1 millions \$, les titres détenus ont baissé en regard de 1,1 milliard \$ au 31 mars 2014, surtout en raison d'une baisse des titres de créance de sociétés et de gouvernements détenus.

Les créances clients s'inscrivaient à 2,5 milliards \$ au 31 mars 2015, en comparaison de 2,8 milliards \$ au 31 mars 2014; cette baisse s'explique surtout par une diminution des montants à recevoir des courtiers en valeurs mobilières.

Le goodwill atteignait 505,6 millions \$ et les immobilisations incorporelles, 134,9 millions \$ au 31 mars 2015, ce qui représente le goodwill et les immobilisations incorporelles acquis dans le cadre des acquisitions de Marchés des capitaux Genuity, de Collins Stewart Hawkpoint plc (CSHP), d'une participation de 50 % dans Canaccord Genuity (Australia) Limited et des activités de gestion de patrimoine d'Eden Financial Ltd. La variation des immobilisations incorporelles par rapport au 31 mars 2014 s'explique surtout par l'amortissement des immobilisations incorporelles, qui a compensé la hausse des coûts incorporés relativement au développement de systèmes, ainsi que par l'appréciation du dollar américain et de la livre sterling par rapport au dollar canadien. Les variations du goodwill résultent de la charge de dépréciation de 4,5 millions \$ comptabilisée relativement à nos activités en Chine et de la charge de dépréciation de 10,0 millions \$ comptabilisée relativement à nos activités à Singapour, contrebalancées par la dépréciation du dollar canadien évoquée ci-dessus.

Les autres actifs, composés de l'impôt sur le résultat à recevoir, des actifs d'impôt différé, du matériel et des aménagements des locaux loués et des placements, atteignaient 67,5 millions \$ au 31 mars 2015, comparativement à 74,7 millions \$ au 31 mars 2014.

PASSIF ET CAPITAUX PROPRES

Les découverts bancaires et les emprunts remboursables à vue utilisés par la Société peuvent varier considérablement d'un jour à l'autre puisqu'ils sont liés aux opérations sur titres. Le 31 mars 2015, Groupe Canaccord Genuity disposait de facilités de crédit auprès de banques au Canada et au Royaume-Uni et en Europe d'un montant total de 770,0 millions \$ (720,8 millions \$ au 31 mars 2014). Ces facilités de crédit, constituées de prêts remboursables à vue, de lettres de crédit et de facilités de découvert d'un jour, sont garanties par des titres non réglés de clients ou des titres détenus par la Société. Au 31 mars 2015, la Société avait une dette bancaire de 20,3 millions \$, comparativement à néant au 31 mars 2014.

Les dettes fournisseurs et charges à payer, y compris les provisions, s'établissaient à 2,5 milliards \$, en baisse comparativement à 2,9 milliards \$ au 31 mars 2014, en raison essentiellement d'une diminution des sommes dues aux courtiers en valeurs mobilières.

Les titres vendus à découvert s'inscrivaient à 654,6 millions \$ au 31 mars 2015, contre 913,9 millions \$ au 31 mars 2014, essentiellement en raison d'une diminution des positions vendeur sur les titres de créance de sociétés et de gouvernements.

Les autres passifs, incluant la dette subordonnée, l'impôt sur le résultat à payer et les passifs d'impôt différé, étaient de 25,2 millions \$ au 31 mars 2015, une diminution par rapport à 28,9 millions \$ à l'exercice précédent.

Les participations ne donnant pas le contrôle s'établissaient à 10,3 millions \$ au 31 mars 2015, en regard de 14,9 millions \$ au 31 mars 2014. Au cours de l'exercice considéré, la Société a acheté une partie des participations ne donnant pas le contrôle, les réduisant ainsi à 40 % de l'actif net de nos activités en Australie.

Arrangements hors bilan

Une filiale de la Société a obtenu des lettres de crédit de soutien irrévocables garanties auprès d'une institution financière totalisant 1,1 million \$ (0,9 million \$ US) (0,9 million \$ (0,9 million \$ US) au 31 mars 2014) à titre de garantie de location pour ses locaux loués à New York.

Le tableau suivant résume les obligations contractuelles à long terme de Groupe Canaccord Genuity au 31 mars 2015.

(en milliers \$ CA)	Obligations contractuelles – paiements exigibles par période				
	Total	Exercice 2016	Exercice 2017 – Exercice 2018	Exercice 2019 – Exercice 2020	Par la suite
Contrats de location simple relatifs aux locaux et au matériel	183 217 \$	34 621 \$	56 319 \$	38 326 \$	53 951 \$

Situation de trésorerie et sources de financement

La structure du capital de Groupe Canaccord Genuity englobe les actions privilégiées, les actions ordinaires, le surplus d'apport, les résultats non distribués et le cumul des autres éléments du résultat global, auxquels vient s'ajouter la dette subordonnée.

Le 31 mars 2015, la trésorerie et les équivalents de trésorerie étaient de 322,3 millions \$, en baisse de 42,0 millions \$ par rapport à 364,3 millions \$ au 31 mars 2014. Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2015, un montant de 85,8 millions \$ a été affecté aux activités de financement, liées essentiellement aux dividendes en espèces de 38,8 millions \$ versés sur les actions ordinaires et privilégiées, au rachat de capital social de 9,9 millions \$ et à l'acquisition d'actions ordinaires totalisant 58,2 millions \$ dans le cadre du régime d'intéressement à long terme (RILT). Un montant de 29,6 millions \$ a été affecté aux activités d'investissement, liées surtout à l'achat d'équipement et à l'aménagement des locaux loués, à l'acquisition d'immobilisations incorporelles et à l'acquisition de la participation ne donnant pas le contrôle en Australie. Un montant de 71,4 millions \$ a été tiré des activités d'exploitation, lequel est attribuable aux variations du fonds de roulement. Une augmentation de 2,0 millions \$ de la trésorerie est attribuable à l'incidence du change sur les soldes de trésorerie.

Les activités de la Société nécessitent des capitaux aux fins des activités d'exploitation et de la réglementation. Les actifs courants figurant aux états de la situation financière audités de la Société sont, en majeure partie, très liquides. La plupart des positions liées aux titres détenus sont facilement négociables, et toutes ces positions sont comptabilisées à leur juste valeur. Les titres vendus à découvert sont des titres hautement liquides. La juste valeur de ces titres fluctue chaque jour, car des facteurs comme des changements dans les conditions de marché, la conjoncture économique et les perspectives des investisseurs influent sur les prix du marché. Les créances clients sont garanties par des titres facilement négociables et font l'objet d'un examen quotidien pour déceler toute baisse de valeur et déterminer leur recouvrabilité. Les montants à recevoir des courtiers et à payer à ceux-ci ont trait à des transactions ouvertes à court terme qui se règlent généralement dans le cycle normal de règlement de trois jours, à des titres garantis qui sont empruntés ou prêtés dans le cadre de transactions qui peuvent être conclues à vue en quelques jours, et à des soldes pour le compte des remisiers qui représentent les soldes nets liés à leurs comptes clients.

Actions privilégiées

ACTIONS PRIVILÉGIÉES DE SÉRIE A

Au cours de l'exercice 2012, la Société a émis 4 540 000 actions privilégiées de premier rang de série A à taux ajustable aux cinq ans et à dividendes cumulatifs (actions privilégiées de série A) à un prix d'achat de 25,00 \$ l'action pour un produit brut de 113,5 millions \$. Le montant net total comptabilisé après déduction des frais d'émission, net de l'impôt différé de 1,0 million \$, s'est élevé à 110,8 millions \$.

Les dividendes en espèces cumulatifs trimestriels, si la Société en déclare, seront payés à un taux annuel de 5,5 % pour la période initiale de cinq ans prenant fin le 30 septembre 2016. Après cette date, le taux sera rétabli tous les cinq ans pour qu'il corresponde au taux des obligations du gouvernement du Canada à cinq ans, majoré de 3,21 %.

Les porteurs d'actions privilégiées de série A ont le droit à leur gré de convertir une partie ou la totalité de leurs actions en un nombre équivalent d'actions privilégiées de premier rang de série B à taux variable et à dividendes cumulatifs (actions privilégiées de série B), sous réserve de certaines conditions, le 30 septembre 2016 et le 30 septembre tous les cinq ans par la suite. Les porteurs d'actions privilégiées de série B auront le droit de recevoir des dividendes préférentiels cumulatifs à taux variable payables trimestriellement, si la Société en déclare, à un taux équivalant au taux des bons du Trésor du gouvernement du Canada à trois mois, majoré de 3,21 %.

La Société a l'option de racheter les actions privilégiées de série A le 30 septembre 2016 et le 30 septembre tous les cinq ans par la suite, en tout ou en partie, à 25,00 \$ l'action avec tous les dividendes déclarés et non payés. Les actions privilégiées de série B sont rachetables au gré de la Société le 30 septembre 2021 et le 30 septembre tous les cinq ans par la suite, en tout ou en partie, à 25,00 \$ l'action avec tous les dividendes déclarés et non payés.

ACTIONS PRIVILÉGIÉES DE SÉRIE C

Au cours de l'exercice 2013, la Société a émis 4 000 000 d'actions privilégiées de premier rang de série C à taux ajustable aux cinq ans et à dividendes cumulatifs (actions privilégiées de série C) à un prix d'achat de 25,00 \$ l'action pour un produit brut de 100,0 millions \$. Le montant net total comptabilisé après déduction des frais d'émission, net de l'impôt différé de 1,0 million \$, s'est élevé à 97,5 millions \$.

Les dividendes en espèces cumulatifs trimestriels, si la Société en déclare, seront payés à un taux annuel de 5,75 % pour la période initiale de cinq ans prenant fin le 30 juin 2017. Après cette date, le taux sera rétabli tous les cinq ans pour qu'il corresponde au taux des obligations du gouvernement du Canada à cinq ans, majoré de 4,03 %.

Les porteurs d'actions privilégiées de série C ont le droit à leur gré de convertir la totalité ou une partie de leurs actions en un nombre équivalent d'actions privilégiées de premier rang de série D à taux variable et à dividendes cumulatifs (actions privilégiées de série D) sous réserve de certaines conditions le 30 juin 2017 et le 30 juin tous les cinq ans par la suite. Les porteurs d'actions privilégiées de série D auront le droit de recevoir des dividendes préférentiels cumulatifs à taux variable payables trimestriellement, si la Société en déclare, à un taux équivalant au taux des bons du Trésor du gouvernement du Canada à trois mois, majoré de 4,03 %.

La Société peut racheter les actions privilégiées de série C le 30 juin 2017 et le 30 juin tous les cinq ans par la suite, en tout ou en partie, à 25,00 \$ l'action avec tous les dividendes déclarés et non payés. Les actions privilégiées de série D sont rachetables au gré de la Société le 30 juin 2022 et le 30 juin tous les cinq ans par la suite, en tout ou en partie, à 25,00 \$ l'action avec tous les dividendes déclarés et non payés.

Données sur les actions en circulation

	Actions en circulation aux 31 mars	
	2015	2014
Actions privilégiées		
Actions de série A émises et en circulation	4 540 000	4 540 000
Actions de série C émises et en circulation	4 000 000	4 000 000
Actions ordinaires		
Nombre d'actions émises, compte non tenu des actions dont les droits ne sont pas acquis ¹	91 794 667	93 115 359
Nombre d'actions émises et en circulation ²	102 607 705	101 471 456
Nombre d'actions émises et en circulation – dilué ³	104 704 483	107 937 492
Nombre moyen d'actions en circulation – de base	91 693 485	94 124 672
Nombre moyen d'actions en circulation – dilué ⁴	s. o.	101 992 679

1) Exclut 3 424 549 actions en circulation dont les droits ne sont pas acquis relativement aux prêts destinés à l'achat d'actions à des fins de recrutement et 7 388 489 actions dont les droits ne sont pas acquis achetées par les fiduciaires pour les avantages du personnel dans le cadre du RILT.

2) Inclut 3 424 549 actions dont les droits ne sont pas acquis relativement aux prêts destinés à l'achat d'actions à des fins de recrutement et 7 388 489 actions dont les droits ne sont pas acquis achetées par les fiduciaires pour les avantages du personnel dans le cadre du RILT.

3) Inclut des engagements à l'égard de l'émission de 3 531 202 actions, ajusté pour tenir compte du nombre estimatif de renonciations.

4) S'entend du nombre d'actions diluées utilisé pour calculer le RPA dilué. Pour les exercices ayant des pertes nettes attribuables aux actionnaires ordinaires, tous les instruments comportant des actions ordinaires potentielles ont été exclus des calculs du résultat dilué par action, ces instruments étant antidilutifs.

Le 6 août 2013, la Société a déposé un avis de renouvellement de son offre publique de rachat dans le cours normal des activités (OPRCNA) qui lui permettait de racheter, du 13 août 2013 au 12 août 2014, jusqu'à concurrence de 5 136 948 de ses actions ordinaires par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto et de systèmes de négociation parallèles conformément aux exigences de la Bourse de Toronto. Entre le 13 août 2013 et le 12 août 2014, 2 634 304 actions ont été rachetées dans le cadre de l'OPRCNA. Toutes ces actions ont été annulées.

Le 5 août 2014, la Société a déposé un avis de renouvellement de son OPRCNA qui lui permet de racheter, du 13 août 2014 au 12 août 2015, jusqu'à concurrence de 5 100 049 de ses actions ordinaires par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto et de systèmes de négociation parallèles conformément aux exigences de la Bourse de Toronto. Cette démarche vise à permettre à la Société de racheter de ses actions ordinaires à des fins d'annulation. À la date de l'avis, le nombre maximal d'actions pouvant être rachetées dans le cadre de l'OPRCNA actuelle représentait 5,0 % des actions ordinaires en circulation de la Société. Entre le 13 août 2014 et le 31 mars 2015, 933 449 actions ont été rachetées et annulées dans le cadre de l'OPRCNA.

La Société a conclu un plan déterminé à l'avance avec un courtier désigné lui permettant de racheter des actions ordinaires dans le cadre de cette OPRCNA. Le courtier de la Société peut racheter les actions ordinaires conformément au plan n'importe quel jour de négociation dans le cadre de l'OPRCNA, y compris à tout moment pendant les périodes d'interdiction d'opérations internes de la Société. Le plan a été passé en revue par la Bourse de Toronto et prendra fin lorsque la Société y mettra fin selon ses conditions ou à la date d'expiration de l'OPRCNA, selon la première des deux éventualités.

Les achats effectués aux termes de l'OPRCNA actuelle ont commencé le 13 août 2014 et se poursuivront pendant un an (jusqu'au 12 août 2015) à la discrétion de la Société. La contrepartie maximale sera le cours du marché des titres au moment de l'acquisition. Afin de se conformer aux règles de négociation de la Bourse de Toronto et aux conditions de négociation en vertu de la réglementation de l'Union européenne sur le rachat et la stabilisation, les rachats quotidiens sont limités à 77 383 actions ordinaires de la Société (ce qui correspond à a) 25 % du volume de négociation quotidien moyen d'actions ordinaires de la Société à la Bourse de Toronto au cours de la période de six mois civile allant de février 2014 à juillet 2014, ou, si ce montant est inférieur, à b) 25 % du volume de négociation quotidien moyen d'actions ordinaires de la Société à la Bourse de Toronto au cours du mois de juillet 2014). Pour se conformer à ses exigences réglementaires au Canada et au Royaume-Uni, la Société publiera un communiqué de presse au plus tard à la fin de la septième séance boursière quotidienne suivant la date d'exécution des achats.

Au 31 mai 2015, 102 572 826 actions ordinaires de la Société étaient émises et en circulation.

ÉMISSION ET ANNULATION D'ACTION ORDINAIRE

	Exercice 2015
Total des actions ordinaires émises et en circulation au 31 mars 2014	101 471 456
Actions émises dans le cadre des régimes de paiements fondés sur des actions	2 565 653
Actions émises dans le cadre des régimes de remplacement	270 528
Actions annulées	(1 699 932)
Total des actions ordinaires émises et en circulation au 31 mars 2015	102 607 705

Régimes de paiements fondés sur des actions

RÉGIME D'INTÉRESSEMENT À LONG TERME

En vertu du régime d'intéressement à long terme (RILT), des unités d'actions temporairement inaccessibles (UATI) dont les droits sont généralement acquis sur trois ans sont attribuées aux participants admissibles. Pour les employés du Canada, une fiducie pour les avantages du personnel a été constituée. Avant le 30 juin 2014, pour les employés des États-Unis et du Royaume-Uni, au moment de chaque attribution d'UATI, la Société a attribué des actions ordinaires et celles-ci ont été émises à même le capital autorisé auprès des participants du régime par suite de l'acquisition des droits se rattachant à ces unités.

Avec prise d'effet en juin 2014, des fiducies pour les avantages sociaux des employés (les fiducies) ont également été constituées aux États-Unis et au Royaume-Uni. La Société ou certaines de ses filiales, selon le cas, versent dans les fiducies des fonds que les fiduciaires utiliseront pour acheter sur le marché libre des actions ordinaires qu'ils détiendront en fiducie jusqu'à l'acquisition des droits rattachés aux UATI. La Société peut aussi choisir d'émettre des actions ordinaires sur le capital autorisé en faveur des participants au régime à la suite de l'acquisition des droits rattachés aux UATI.

PRÊTS-SUBVENTIONS DESTINÉS À L'ACHAT D'ACTION ORDINAIRE

La Société offre aux employés des prêts-subventions destinés à l'achat d'actions ordinaires. Ces prêts font l'objet d'une renonciation sur une période d'acquisition des droits. Aucun intérêt n'est imputé relativement aux prêts destinés à l'achat d'actions. Les prêts destinés à l'achat d'actions ordinaires comprennent le régime d'intéressement des employés, le régime de rémunération discrétionnaire et le programme d'appréciation.

RÉGIMES DE REMPLACEMENT D' ACTIONS

Par suite de l'acquisition de CSHP, la Société a mis sur pied le régime de primes annuelles sous forme d'actions différées de remplacement, qui remplaçait les régimes de primes annuelles sous forme d'actions différées de CSHP existants à la date d'acquisition. Les employés admissibles qui participaient au régime de primes annuelles sous forme d'actions différées de CSHP se sont vu attribuer des droits en vertu du régime de primes annuelles sous forme d'actions différées de remplacement. De plus, la Société a mis sur pied le régime d'intéressement à long terme (RILT) de remplacement, qui remplaçait les RILT de CSHP, pour les employés admissibles, existants à la date d'acquisition.

RÉGIME INCITATIF DE CSH

Dans le cadre de l'acquisition de CSHP, la Société a convenu de mettre sur pied un programme de maintien en fonction à l'intention des employés clés de CSHP. Chaque date d'acquisition des droits, les UATI permettent au bénéficiaire de l'attribution de recevoir une somme au comptant ou des actions ordinaires de la Société. Si, à la date d'acquisition des droits, le cours de l'action est inférieur à 8,50 \$ par action, la Société, à sa discrétion, versera à l'employé une somme au comptant équivalant à a) 8,50 \$ multiplié par le nombre d'UATI dont les droits sont acquis à cette date ou b) la différence entre 8,50 \$ et le cours de l'action à la date d'acquisition des droits multipliée par le nombre d'UATI dont les droits sont acquis à cette date, majoré du nombre d'actions équivalant au nombre d'UATI dont les droits sont acquis à cette date. Si le cours de l'action est supérieur à 8,50 \$, la Société réglera les UATI en actions ordinaires.

OPTIONS SUR ACTIONS

Dans le passé, la Société a attribué des options sur actions ordinaires de la Société à des administrateurs indépendants et à des hauts dirigeants. Les administrateurs indépendants et les hauts dirigeants se sont vu attribuer des options visant l'achat d'actions ordinaires de la Société. Au 31 mars 2015, il y avait 1 609 354 options en cours. Les droits rattachés aux options sur actions s'acquièrent sur une période de quatre à cinq ans et arrivent à échéance sept ans après la date d'attribution. Le prix d'exercice moyen pondéré des options sur actions est de 9,25 \$ l'action ordinaire.

UNITÉS D' ACTIONS DIFFÉRÉES

À compter du 1^{er} avril 2011, la Société a adopté un régime d'unités d'actions différées (UAD) pour ses administrateurs indépendants. Les administrateurs indépendants peuvent choisir que les honoraires qui leur sont dus leur soient versés sous forme d'UAD ou de trésorerie. Les administrateurs doivent tous les ans indiquer s'ils souhaitent ou non que leur rémunération leur soit ainsi versée et peuvent préciser le pourcentage de leur rémunération qui sera versé sous forme d'UAD et de trésorerie. Lorsqu'un administrateur quitte le conseil d'administration, les UAD en cours sont payées en trésorerie, le montant équivalant au nombre d'UAD octroyées étant multiplié par le cours de clôture de l'action à la fin du trimestre suivant immédiatement la fin de l'emploi. En vertu du régime, les administrateurs n'ont pas le droit de recevoir d'actions ordinaires de la Société et en aucun cas les UAD ne confèrent au titulaire les droits ou privilèges d'un porteur d'actions ordinaires.

AUTRES PROGRAMMES DE MAINTIEN EN FONCTION ET RÉGIMES D'INTÉRESSEMENT

Au cours de l'exercice, d'autres programmes de maintien en fonction et régimes d'intéressement ont été offerts à certains employés, y compris le régime d'actionnariat des employés, dont le coût total n'était pas important.

Centre financier international

Groupe Canaccord Genuity est membre de l'AdvantageBC International Business Centre Society (anciennement connu sous le nom de International Financial Centre British Columbia Society) et du Centre financier international de Montréal, deux organismes fournissant certains avantages financiers et fiscaux en vertu de la loi *International Business Activity Act* de la Colombie-Britannique et de la *Loi sur les centres financiers internationaux* du Québec. Ainsi, le taux d'impôt global de la Société est inférieur à celui qui s'appliquerait autrement.

Transactions avec des parties liées

Les parties liées à la Société comprennent les personnes ou entités suivantes : a) les entités contrôlées ou sous influence notable de la Société, et b) les principaux dirigeants, dont les administrateurs de la Société, et les membres de la direction qui participent aux décisions d'ordre stratégique de la Société.

Les filiales agissant à titre de contrepartistes et les sociétés de portefeuille intermédiaires de la Société figurent dans le tableau qui suit :

	Pays de constitution en société	Participation en %	
		31 mars 2015	31 mars 2014
La Corporation Canaccord Genuity	Canada	100 %	100 %
Canaccord Genuity SAS	France	100 %	100 %
Canaccord Genuity Wealth (International) Limited	Guernesey	100 %	100 %
Canaccord Genuity Financial Planning Limited	Royaume-Uni	100 %	100 %
Canaccord Genuity Wealth Limited	Royaume-Uni	100 %	100 %
Canaccord Genuity Wealth Group Limited	Royaume-Uni	100 %	100 %
Canaccord Genuity Limited	Royaume-Uni	100 %	100 %
Canaccord Genuity Inc.	États-Unis	100 %	100 %
Canaccord Genuity Wealth Management (USA) Inc.	États-Unis	100 %	100 %
Canaccord Wealth & Estate Planning Services Ltd.	Canada	100 %	100 %
Canaccord Asset Management Inc.	Canada	100 %	100 %
Canaccord Adams Financial Group Inc.	États-Unis	100 %	100 %
Collins Stewart Inc.	États-Unis	100 %	100 %
Canaccord Adams (Delaware) Inc.	États-Unis	100 %	100 %
Canaccord Adams Financial Group ULC	Canada	100 %	100 %
Canaccord Genuity Securities LLC	États-Unis	100 %	100 %
Stockwave Equities Ltd.	Canada	100 %	100 %
CLD Financial Opportunities Limited	Canada	100 %	100 %
Canaccord Genuity Singapore Pte Ltd.	Singapour	100 %	100 %
Canaccord Genuity (Hong Kong) Limited	Chine (RAS de Hong Kong)	100 %	100 %
Canaccord Financial Group (Australia) Pty Ltd.*	Australie	50 %	50 %
Canaccord Genuity (Australia) Limited*	Australie	50 %	50 %
加通贝祥 (北京) 投资顾问有限公司 (Canaccord Genuity Asia (Beijing) Limited)	Chine	100 %	100 %
The Balloch Group Limited	Îles Vierges britanniques	100 %	100 %
Canaccord Genuity Asia (Hong Kong) Limited	Chine (RAS de Hong Kong)	100 %	100 %
Canaccord Genuity (Barbados) Ltd.	Barbade	100 %	100 %

* La Société détient 50 % des actions émises de Canaccord Financial Group (Australia) Pty Ltd. et de Canaccord Genuity (Australia) Limited; toutefois, à des fins comptables, la Société est considérée comme détenant une participation de 60 % en date du 31 mars 2015, en raison des actions détenues dans une fiducie contrôlée par Canaccord Financial Group (Australia) Pty Ltd. (50 % au 31 mars 2014).

Les opérations sur titres effectuées pour le compte d'employés, de dirigeants et d'administrateurs de Groupe Canaccord Genuity se déroulent selon les mêmes modalités que celles pratiquées pour tous les clients. Le produit tiré des commissions sur ces transactions n'est pas important par rapport à celui provenant de l'ensemble des activités de Groupe Canaccord Genuity.

La Société offre divers régimes de paiements fondés sur des actions à ses principaux dirigeants, incluant des prêts destinés à l'achat d'actions ordinaires, un régime d'intéressement à long terme, et des options sur actions. Les administrateurs ont également reçu des options sur actions et peuvent acheter des UAD.

Les montants figurant dans le tableau ci-dessous sont les montants comptabilisés à titre de charges relativement à des personnes qui font partie des principaux dirigeants, aux 31 mars 2015 et 2014.

	31 mars 2015	31 mars 2014
Avantages du personnel à court terme	8 063 \$	16 790 \$
Paiements fondés sur des actions	9 412	2 001
Rémunération totale versée aux principaux dirigeants	17 475 \$	18 791 \$

Les dettes fournisseurs et charges à payer comprennent les soldes suivants se rapportant aux principaux dirigeants :

	31 mars 2015	31 mars 2014
Dettes fournisseurs et charges à payer	1 041 \$	4 769 \$

Méthodes comptables critiques et estimations

La présente section est un sommaire des estimations comptables critiques de Groupe Canaccord Genuity. Les méthodes comptables de la Société sont conformes aux IFRS et sont présentées à la note 5 des états financiers consolidés audités pour l'exercice clos le 31 mars 2015. Les états financiers consolidés de la Société pour les exercices clos les 31 mars 2014 et 2013 ont aussi été préparés conformément aux IFRS.

La préparation des états financiers consolidés audités au 31 mars 2015 selon les IFRS exige de la direction qu'elle effectue des estimations et qu'elle pose des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés des actifs et des passifs et sur l'information à fournir à l'égard des actifs éventuels et des passifs éventuels à la date des états financiers. Par conséquent, les résultats réels peuvent différer de ces estimations et de ces hypothèses. Les jugements, estimations et hypothèses significatifs touchent la consolidation, la comptabilisation des produits des activités ordinaires, les paiements fondés sur des actions, l'impôt sur le résultat, les pertes fiscales disponibles pour les reports en avant, la perte de valeur du goodwill, les immobilisations incorporelles à durée indéterminée et les autres actifs à long terme, les provisions pour pertes sur créances, la juste valeur des instruments financiers, l'incorporation à l'actif des coûts des logiciels et les provisions. Les méthodes comptables significatives et les méthodes qui exigent le jugement et les estimations de la direction sont présentées dans les notes 2 et 5 des états financiers consolidés audités pour l'exercice clos le 31 mars 2015.

CONSOLIDATION

Au 31 mars 2015, la Société détenait 50 % des actions avec droit de vote de Canaccord Genuity (Australia) Limited (CGAL). La Société a aussi évalué son entente contractuelle avec les autres actionnaires et le pouvoir qu'elle détient sur les politiques financières et opérationnelles de CGAL et elle a déterminé qu'elle devrait procéder à la consolidation en vertu de l'IFRS 10, *États financiers consolidés* (IFRS 10), en date du 31 mars 2015 et du 31 mars 2014. La situation financière, le rendement financier et les flux de trésorerie de CGAL ont donc été consolidés. Même si elle détient 50 % des actions émises de CGAL, à des fins comptables, en date du 31 mars 2015, la Société est considérée comme détenant une participation de 60 % en raison des actions détenues par une fiducie contrôlée par Canaccord Financial Group (Australia) Pty Ltd.; par conséquent, la Société a comptabilisé une participation ne donnant pas le contrôle de 40 % (50 % au 31 mars 2014), représentant la portion de l'actif net identifiable de CGAL qui n'appartient pas à la Société. À la date d'acquisition, la participation ne donnant pas le contrôle a été établie au moyen de la méthode de la consolidation proportionnelle. Le résultat net et chaque composante des autres éléments du résultat global sont attribués à la participation ne donnant pas le contrôle et aux propriétaires de la société mère.

La Société a constitué des fiducies pour les avantages du personnel, qui sont considérées comme des entités ad hoc, afin de satisfaire à ses obligations envers ses employés qui découlent des régimes de paiements fondés sur des actions de la Société. Les fiducies pour les avantages du personnel ont été consolidées conformément à l'IFRS 10 puisque leurs activités sont menées au nom de la Société et que la Société conserve la majorité des avantages et des risques liés à ces fiducies.

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles identifiables acquises séparément sont évaluées au coût lors de la comptabilisation initiale. Le coût des immobilisations incorporelles identifiables acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises correspond à leur juste valeur à la date d'acquisition. Par suite de la comptabilisation initiale, les immobilisations incorporelles identifiables sont comptabilisées au coût, après déduction de l'amortissement cumulé et du cumul des pertes de valeur.

La Société doit apprécier si la durée d'utilité des immobilisations incorporelles identifiables est déterminée ou indéterminée. Les immobilisations incorporelles identifiables à durée d'utilité déterminée sont amorties sur leur durée de vie économique et soumises à des tests de dépréciation chaque fois qu'il y a une indication que l'immobilisation incorporelle identifiable peut s'être dépréciée. La durée d'amortissement et le mode d'amortissement d'une immobilisation incorporelle identifiable sont passés en revue au moins une fois l'an à la clôture de chaque exercice. Les immobilisations incorporelles identifiables à durée d'utilité indéterminée ne sont pas amorties, mais sont soumises annuellement à un test de dépréciation.

Les dépenses de développement des technologies d'un projet individuel sont comptabilisées à titre d'immobilisations incorporelles lorsque la Société peut démontrer la faisabilité technique de l'actif en question. L'actif est comptabilisé au coût, après déduction de l'amortissement cumulé et du cumul des pertes de valeur. L'amortissement de l'actif commence lorsque le développement est terminé et que l'actif est prêt à être mis en service. L'actif est amorti sur la durée des avantages futurs prévus.

DÉPRÉCIATION D'ACTIFS NON FINANCIERS

La Société évalue chaque date de clôture s'il existe un indice qu'un actif a pu se déprécier. Si un tel indice existe, ou si un test de dépréciation annuel est requis pour un actif, la Société estime la valeur recouvrable de l'actif. La valeur recouvrable d'un actif est la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de la vente et la valeur d'utilité d'un actif ou d'une unité génératrice de trésorerie (UGT). La valeur recouvrable est déterminée pour un actif pris isolément à moins que l'actif ne génère pas des entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou groupes d'actifs. Lorsque la valeur comptable d'un actif ou d'une UGT excède sa valeur recouvrable, l'actif est considéré comme étant déprécié, et sa valeur comptable est ramenée à sa valeur recouvrable et la perte de valeur est comptabilisée dans le compte de résultat.

Afin de déterminer la juste valeur diminuée des coûts de la vente, les flux de trésorerie futurs estimés sont actualisés au moyen d'un taux d'actualisation avant impôt qui reflète les appréciations actuelles du marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à l'actif. Les calculs de dépréciation de la Société sont fondés sur les calculs budgétaires annuels, qui sont préparés individuellement pour chacune des UGT de la Société auxquelles les actifs isolés sont attribués. Ces calculs budgétaires couvrent généralement une période de cinq ans. Pour les périodes plus longues, un taux de croissance à long terme est calculé et appliqué aux projections de flux de trésorerie futurs après la cinquième année.

Les pertes de valeur sont comptabilisées dans les comptes de résultat consolidés dans les catégories de charges qui correspondent à la fonction de l'actif déprécié.

Pour les actifs autres que le goodwill, la Société effectue une évaluation chaque date de clôture afin de déterminer s'il existe une indication que les pertes de valeur comptabilisées antérieurement n'existent plus ou ont diminué. Si une telle indication existe, la Société estime la valeur recouvrable de l'actif ou des UGT. Une perte de valeur comptabilisée antérieurement est reprise seulement si les hypothèses utilisées afin de déterminer la valeur recouvrable de l'actif ont changé depuis la comptabilisation de la plus récente perte de valeur. La reprise est limitée afin que la valeur comptable de l'actif n'excède pas sa valeur recouvrable ou n'excède pas la valeur comptable qui aurait été calculée, nette de l'amortissement, si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée pour l'actif au cours des exercices antérieurs. Une telle reprise est comptabilisée dans le compte de résultat sauf si l'actif est comptabilisé à son montant réévalué, auquel cas la reprise est traitée comme une réévaluation positive.

Les actifs suivants ont des caractéristiques précises pour les tests de dépréciation :

Goodwill

Le goodwill est soumis à un test de dépréciation au moins une fois par an, au 31 mars, et lorsque des circonstances indiquent que la valeur comptable pourrait avoir subi une dépréciation.

Une perte de valeur est calculée pour le goodwill en évaluant la valeur recouvrable de chaque UGT (ou groupe d'UGT) à laquelle se rapporte le goodwill. Une perte de valeur est comptabilisée lorsque la valeur recouvrable de l'UGT est inférieure à sa valeur comptable. Les pertes de valeur relatives au goodwill ne peuvent être reprises au cours de périodes futures.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée sont soumises à un test de dépréciation au niveau de l'UGT chaque année, au 31 mars, et lorsque des circonstances indiquent que la valeur comptable pourrait avoir subi une dépréciation.

COMPTABILISATION DES PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES

Les produits des activités ordinaires sont comptabilisés lorsqu'il est probable que des avantages économiques futurs iront à la Société et que ces produits peuvent être évalués de façon fiable. La Société évalue ses ententes génératrices de produits des activités ordinaires pour déterminer si elle agit à titre de contrepartiste ou d'intermédiaire.

Les produits tirés des commissions et des honoraires comprennent les produits générés par les services de courtage à la commission, qui sont comptabilisés à la date de la transaction, et ceux générés par la vente de produits et services tarifés, qui sont comptabilisés selon la comptabilité d'engagement. Les profits et les pertes réalisés et latents sur les titres achetés aux fins des transactions liées aux clients sont présentés comme des pertes de facilitation nettes et comptabilisés comme une réduction des produits tirés des commissions.

Les produits tirés des services de financement de sociétés comprennent les honoraires de prise ferme et les commissions gagnées sur les transactions de financement de sociétés. Les produits tirés des prises fermes et des autres transactions de financement de sociétés sont comptabilisés lorsque la transaction sous-jacente est pratiquement conclue aux termes du mandat et que les produits correspondants peuvent être raisonnablement établis.

Les honoraires de consultation se composent des honoraires de gestion et de consultation qui sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'engagement. Ils comprennent également les produits tirés des activités de fusions et acquisitions, qui sont comptabilisés lorsque la transaction sous-jacente est pratiquement conclue aux termes du mandat et que les produits correspondants peuvent être raisonnablement établis.

Les produits tirés de la négociation à titre de contrepartiste consistent en des produits gagnés dans le cadre des transactions de négociation à titre de contrepartiste et sont constatés selon la date de transaction.

Les produits d'intérêts sont constitués de l'intérêt gagné sur les comptes sur marge des particuliers, de l'intérêt gagné sur les soldes de trésorerie et d'équivalents de trésorerie de la Société, de l'intérêt gagné sur la trésorerie livrée à l'appui des activités d'emprunt de titres et des dividendes gagnés sur les titres détenus. Les produits d'intérêts sont comptabilisés selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les dividendes sont comptabilisés lorsque le droit de l'actionnaire à percevoir le paiement est établi.

Les produits divers comprennent les profits ou les pertes de change, les produits tirés de nos services de courtage de correspondance et les produits tirés des frais d'administration.

IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

Impôt exigible

Les actifs et les passifs d'impôt exigible pour la période considérée sont évalués au montant que la Société s'attend à recouvrer auprès des administrations fiscales ou qui leur sera versé. Les taux d'impôt et les réglementations fiscales utilisés pour calculer les montants sont ceux qui étaient adoptés ou quasi adoptés à la date de présentation de l'information financière dans les pays où la Société exerce ses activités et génère un résultat fiscal.

La direction évalue périodiquement les positions adoptées dans les déclarations fiscales à l'égard de situations pour lesquelles les réglementations fiscales applicables prêtent à interprétation, et établit des provisions le cas échéant.

L'impôt exigible lié à des éléments comptabilisés directement dans les capitaux propres est comptabilisé dans les capitaux propres et non dans les comptes de résultat consolidés.

Impôt différé

L'impôt différé est comptabilisé selon la méthode du report variable. Cette méthode exige que l'impôt différé reflète les effets de l'impôt différé attendu des différences temporaires à la date de clôture entre la valeur comptable des actifs et passifs aux fins des états financiers et leur base fiscale.

Un passif d'impôt différé est comptabilisé pour toutes les différences temporaires imposables, sauf dans le cas où ces différences sont générées par des participations dans des filiales si la Société est capable de contrôler la date à laquelle les différences temporaires s'inverseront et s'il est probable qu'elles ne s'inverseront pas dans un avenir prévisible.

Un actif d'impôt différé est comptabilisé pour toutes les différences temporaires déductibles, le report en avant de crédits d'impôt non utilisés et le report en avant de pertes fiscales non utilisées, dans la mesure où il est probable que l'on disposera d'un bénéfice imposable auquel ces différences temporaires déductibles et le report en avant de crédits d'impôt non utilisés et de pertes fiscales non utilisées pourront être imputés. La valeur comptable d'un actif d'impôt différé est revue à la date de clôture et est réduite dans la mesure où il n'est plus probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible pour permettre d'utiliser l'avantage de la totalité ou d'une partie de cet actif d'impôt différé. Les actifs d'impôt différé non comptabilisés sont évalués chaque date de clôture et sont comptabilisés dans la mesure où il est devenu probable qu'un bénéfice imposable futur permettra de recouvrer l'actif d'impôt différé.

Les actifs et passifs d'impôt différé sont évalués aux taux d'impôt dont l'application est attendue sur la période au cours de laquelle l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôt (et des lois fiscales) qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la fin de la période de présentation de l'information financière. L'impôt différé est passé à titre de charges ou de produits dans les comptes de résultat, sauf s'il concerne des éléments directement crédités dans les capitaux propres, auquel cas l'impôt différé est imputé directement aux capitaux propres.

Taxe sur les ventes

Les produits des activités ordinaires, les charges et les actifs sont comptabilisés nets du montant de la taxe sur les ventes, sauf si le montant de la taxe sur les ventes engagée n'est pas recouvrable auprès de l'administration fiscale. Dans ce cas, la taxe sur les ventes est comptabilisée à titre de partie du coût d'acquisition de l'actif ou à titre de partie d'un élément de la charge. Le montant net de la taxe sur les ventes recouvrable auprès de l'administration fiscale ou exigible par celle-ci est inclus dans les créances clients ou les dettes fournisseurs dans les états de la situation financière consolidés.

PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS

Les employés (y compris les membres de la haute direction et les administrateurs) de la Société reçoivent une rémunération sous forme de transactions dont le paiement est fondé sur des actions, par lesquelles les employés rendent des services en contrepartie d'instruments de capitaux propres (transactions réglées en instruments de capitaux propres). Les administrateurs indépendants reçoivent également, dans le cadre de leur rémunération, des UAD qui ne peuvent être réglées qu'en trésorerie (transactions réglées en trésorerie). L'effet dilutif des options en cours et des paiements fondés sur des actions est pris en compte à titre de dilution additionnelle dans le calcul du résultat dilué par action ordinaire.

Transactions réglées en instruments de capitaux propres

Dans le cas des transactions réglées en instruments de capitaux propres, la Société évalue la juste valeur des attributions à base d'actions à la date d'attribution et comptabilise les coûts à titre de charge sur la période d'acquisition des droits applicable avec une augmentation correspondante du surplus d'apport. Le coût est comptabilisé graduellement.

La Société estime le nombre d'instruments de capitaux propres dont les droits seront ultimement acquis lorsqu'elle calcule la charge attribuable aux transactions réglées en instruments de capitaux propres. Aucune charge n'est comptabilisée pour les attributions d'instruments de capitaux propres dont les droits ne sont pas ultimement acquis.

Lorsque les droits sont acquis, le surplus d'apport est réduit du montant applicable et le capital social est augmenté du même montant.

Transactions réglées en trésorerie

Les transactions réglées en trésorerie sont évaluées initialement à la juste valeur à la date de l'attribution. La juste valeur des UAD est passée à titre de charge au moment de l'attribution, étant donné qu'il n'existe pas de conditions d'acquisition des droits. Le passif est réévalué à la juste valeur chaque date de clôture jusqu'à la date de règlement au plus tard, et les variations de la juste valeur sont comptabilisées dans les comptes de résultat.

CONVERSION DES TRANSACTIONS EN MONNAIES ÉTRANGÈRES ET DES COMPTES DES FILIALES ÉTRANGÈRES

Les états financiers consolidés de la Société sont présentés en dollars canadiens, monnaie fonctionnelle de la Société. Chaque filiale de la Société détermine sa propre monnaie fonctionnelle, et les éléments inclus dans les états financiers de chaque filiale sont évalués au moyen de la monnaie fonctionnelle.

Transactions et soldes

Les transactions en monnaies étrangères sont initialement comptabilisées par la Société et ses filiales au cours de change de leur monnaie fonctionnelle respective en vigueur à la date de la transaction.

Les actifs et les passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis par la Société et ses filiales dans leur monnaie fonctionnelle respective au cours de change en vigueur à la date de clôture. Toutes les différences de conversion sont comptabilisées dans les comptes de résultat consolidés.

Les actifs et les passifs non monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis par la Société et ses filiales dans leur monnaie fonctionnelle respective aux cours historiques. Les éléments non monétaires évalués à la juste valeur dans une monnaie étrangère sont convertis au cours de change en vigueur à la date à laquelle cette juste valeur a été déterminée.

Conversion des filiales étrangères

Les actifs et les passifs des filiales étrangères ayant une monnaie fonctionnelle autre que le dollar canadien sont convertis en dollars canadiens au cours en vigueur à la date de clôture, et les produits des activités ordinaires et les charges sont convertis aux cours de change moyens en vigueur pendant la période. Les profits latents ou pertes latentes découlant de la conversion des filiales étrangères sont comptabilisés dans le cumul des autres éléments du résultat global. En cas de cession d'un établissement à l'étranger, la composante des autres éléments du résultat global liée à cet établissement est comptabilisée dans les comptes de résultat consolidés.

La Société a également des actifs et des passifs monétaires qui sont des montants à recevoir des établissements à l'étranger ou à payer à ceux-ci. Si le règlement de ces montants à recevoir ou à payer n'est ni planifié ni probable dans un avenir prévisible, les écarts de change sont comptabilisés dans le cumul des autres éléments du résultat global, ces montants à recevoir et à payer représentant une partie de l'investissement net dans les établissements à l'étranger.

PROVISIONS

Lorsque la Société a une obligation actuelle découlant d'un événement passé, des provisions sont comptabilisées s'il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera requise pour éteindre l'obligation et si le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. La charge connexe aux provisions est présentée dans les comptes de résultat, nette de tout remboursement. Lorsque l'effet de la valeur temps de l'argent est significatif, le montant de la provision est actualisé au moyen d'un taux courant avant impôt reflétant, le cas échéant, les risques spécifiques à ce passif. Lorsque les provisions sont actualisées, l'augmentation de la provision attribuable au passage du temps est comptabilisée à titre de charge d'intérêts.

Instruments financiers

Les instruments financiers représentent une partie importante de l'actif et du passif de la Société. Celle-ci a recours aux instruments financiers dans le cadre de ses activités de négociation et autres que de négociation. Les activités de négociation de Groupe Canaccord Genuity comprennent l'achat et la vente de titres à des fins de facilitation de transactions pour le compte de clients et la prise de positions de négociation à titre de contrepartiste dans le but de dégager un profit.

L'utilisation d'instruments financiers peut entraîner ou atténuer l'exposition aux risques de marché, de crédit ou de liquidité. Pour de plus amples renseignements sur la façon dont ces risques sont gérés, se reporter à la rubrique « Gestion des risques » du présent rapport de gestion. Pour connaître les principales hypothèses qui ont été formulées pour évaluer les instruments financiers et autres instruments, se reporter à la rubrique « Méthodes comptables critiques et estimations » du présent rapport de gestion. Pour de plus amples renseignements sur les instruments financiers de la Société, se reporter à la note 7 des états financiers consolidés audités de l'exercice clos le 31 mars 2015.

INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

La Société a recours à des instruments financiers dérivés pour tenter d'atténuer le risque de change lié aux règlements de titres en monnaie étrangère en attente. La juste valeur de ces contrats est négligeable en raison de la courte durée jusqu'à leur échéance. Les profits et les pertes réalisés et latents qui ont trait à ces contrats sont comptabilisés dans les comptes de résultat consolidés au cours de la période visée.

Le 31 mars 2015, les contrats à terme en cours visant la vente des dollars américains avaient un notionnel de 7,5 millions \$ US, une baisse de 6,3 millions \$ US par rapport à il y a un an. Les contrats à terme en cours visant l'achat de dollars américains avaient un notionnel de 12,0 millions \$ US, une hausse de 6,5 millions \$ US par rapport à il y a un an. Les activités de Groupe Canaccord Genuity aux États-Unis, au Royaume-Uni et en Europe, en Australie, à Hong Kong et en Chine se déroulent en monnaie locale; toutefois, tout risque de change à l'égard de ces transactions est généralement limité, étant donné que les règlements en attente des deux côtés de la transaction se font habituellement dans la monnaie locale.

Les activités canadiennes de la Société ont aussi une position acheteur nette sur les livres sterling de 2,5 millions £, comme à l'exercice précédent. Les contrats à terme visant l'achat d'euros avaient un notionnel de 1,1 million €.

Le secteur Gestion de patrimoine Canaccord Genuity de la Société au Royaume-Uni et en Europe se charge de la négociation de contrats de change à terme pour le compte de ses clients et de conclure des contrats correspondants avec les contreparties. La Société n'a pas d'exposition nette, en supposant que les contreparties ne manquent pas à leurs obligations.

CONTRATS À TERME STANDARDISÉS

Dans le cadre de ses activités canadiennes, la Société négocie des contrats à terme standardisés sur obligations qui sont des contrats d'achat ou de vente d'un montant standardisé d'une obligation du gouvernement du Canada sous-jacente, à une date et à un prix futurs prédéterminés, selon les modalités précisées par un marché à terme réglementé, et sont susceptibles d'appels de marge au comptant quotidiens. La Société négocie des contrats à terme standardisés sur obligations afin d'essayer d'atténuer le risque de taux d'intérêt, le risque lié à la courbe de rendement et le risque de liquidité. Au 31 mars 2015, le notionnel des contrats à terme standardisés sur obligations en cours s'établissait à une position acheteur de 1,6 million \$ (néant au 31 mars 2014).

La juste valeur de tous les contrats à terme standardisés dont il est question ci-dessus est négligeable en raison de la courte durée jusqu'à leur échéance. Les profits et les pertes réalisés et latents ayant trait à ces contrats sont comptabilisés dans le résultat net au cours de la période considérée.

Modifications futures des méthodes comptables et des estimations

La Société surveille les modifications potentielles qui sont proposées par l'International Accounting Standards Board et analyse l'incidence qu'elles pourraient avoir sur ses activités.

Se reporter à la note 4 des états financiers consolidés audités pour l'exercice clos le 31 mars 2015 pour de plus amples renseignements.

Contrôles et procédures sur l'information à fournir et contrôle interne à l'égard de l'information financière

CONTRÔLES ET PROCÉDURES SUR L'INFORMATION À FOURNIR

En date du 31 mars 2015, il y a eu une évaluation, sous la supervision et avec la participation de la direction, dont le président du conseil et chef de la direction et le vice-président à la direction et chef des finances, de l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information selon le *Règlement 52-109*. D'après cette évaluation, le président du conseil et chef de la direction et le vice-président à la direction et chef des finances ont conclu que la conception et le fonctionnement de ces contrôles et procédures étaient efficaces en date du 31 mars 2015 et pendant l'exercice clos à cette date.

CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

La direction, y compris le président du conseil et chef de la direction et le vice-président à la direction et chef des finances, a conçu le contrôle interne à l'égard de l'information financière aux termes du *Règlement 52-109*, qui vise à donner une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière et de la préparation des états financiers aux fins externes selon les IFRS. D'après cette évaluation, le président du conseil et chef de la direction et le vice-président à la direction et chef des finances ont conclu que le contrôle interne de la Société à l'égard de l'information financière était conçu et fonctionnait efficacement en date du 31 mars 2015 et pendant l'exercice clos à cette date, et qu'il n'y avait aucune lacune importante au niveau du contrôle interne à l'égard de l'information financière.

CHANGEMENTS DANS LE CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière n'a subi aucune modification au cours de l'exercice clos le 31 mars 2015 qui a eu une incidence significative, ou est raisonnablement susceptible d'avoir une incidence significative, sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière de Groupe Canaccord Genuity.

Gestion des risques

APERÇU

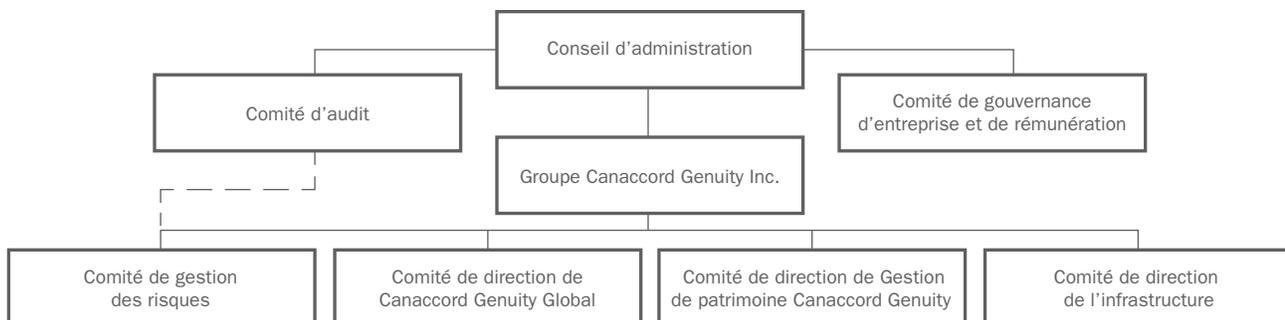
L'incertitude et le risque sont inhérents lorsque des activités sont menées sur les marchés financiers. À titre de participant actif aux marchés des capitaux canadien et international, Groupe Canaccord Genuity s'expose à des risques susceptibles d'entraîner des pertes financières. Les principaux risques de la Société sont le risque de marché, le risque de crédit, le risque opérationnel et d'autres risques. Par conséquent, la gestion des risques et la maîtrise de l'équilibre entre le risque et le rendement sont des éléments essentiels au maintien de la stabilité financière et de la rentabilité de la Société. Un cadre de gestion des risques efficace est donc partie intégrante du succès de Groupe Canaccord Genuity.

STRUCTURE DE GESTION DES RISQUES ET GOUVERNANCE

Le processus de gestion des risques rigoureux de Groupe Canaccord Genuity s'applique à un certain nombre de secteurs fonctionnels et exige des communications fréquentes, du jugement et une bonne connaissance de l'entreprise et de ses produits et marchés. La haute direction de la Société participe activement à la gestion des risques et a élaboré des politiques, des procédures et des rapports qui permettent à la Société d'évaluer et de maîtriser ses risques. Ces politiques et procédures sont constamment révisées et modifiées, car les activités, les marchés et les circonstances changent.

Dans le cadre de la philosophie de Groupe Canaccord Genuity en matière de risque, le prolongement de la première ligne de responsabilité en gestion des risques incombe aux directeurs de succursale, aux chefs de service et aux directeurs des bureaux de négociation (à l'intérieur de limites prescrites). La surveillance et le contrôle de l'exposition au risque de la Société sont menés par un large éventail de systèmes distincts, mais complémentaires, de présentation d'informations sur les finances, le crédit, l'exploitation, la conformité et l'aspect juridique.

La structure de gouvernance de la Société comprend ce qui suit :



Le conseil d'administration (le conseil) surveille le cadre de gestion des risques à l'échelle de la Société, dont la responsabilité est déléguée aux comités d'audit et de gestion des risques. Se reporter à la notice annuelle de l'exercice considéré de Groupe Canaccord Genuity pour de plus amples renseignements sur le mandat des comités d'audit en ce qui a trait à la gestion des risques.

Le comité d'audit aide le conseil à s'acquitter de sa responsabilité de surveillance en suivant de près l'efficacité des contrôles internes et de l'environnement de contrôle. En outre, il reçoit et examine diverses mises à jour trimestrielles et annuelles ainsi que des rapports sur les facteurs de risque importants et le programme général de gestion des risques.

Le comité de gestion des risques aide le conseil à s'acquitter de ses responsabilités de surveillance de l'exposition au risque par rapport à l'appétence pour le risque et, de manière générale, du processus de gestion des risques. Le comité de gestion des risques est dirigé par le chef des finances, et les membres du comité comprennent le chef de la direction et des représentants de la haute direction des entreprises productrices de revenus clés et des secteurs fonctionnels de Groupe Canaccord Genuity. Le comité identifie, évalue et surveille les principaux risques auxquels la Société est exposée en examinant et en approuvant l'appétence pour le risque de Canaccord, de même que les politiques, procédures et limites/seuils relatifs aux risques de la Société.

La séparation des tâches et la surveillance exercée par la direction sont des aspects importants du cadre de gestion des risques de la Société. Cette dernière compte un certain nombre de fonctions indépendantes des entreprises productrices de revenus qui effectuent des activités de gestion des risques, dont la surveillance, l'évaluation et l'analyse des risques. Ces fonctions comprennent la gestion des risques d'entreprise, la conformité, l'exploitation, les contrôles internes et l'analyse financière, la trésorerie, les finances de même que les questions juridiques.

RISQUE DE MARCHÉ

Le risque de marché est le risque qu'une variation des cours ou de tout facteur de marché sous-jacent entraîne des pertes. Il incombe à chaque secteur de l'entreprise de s'assurer que sa position est prudente par rapport au risque de marché. En outre, la Société a établi des procédures visant à ce que les risques soient mesurés, étroitement surveillés, maîtrisés et communiqués à la haute direction.

Groupe Canaccord Genuity est exposée à un risque lié aux cours boursiers, à un risque de liquidité et à un risque de fluctuation du fait de ses activités de négociation de titres de participation comme contrepartiste. La Société est également exposée à un risque de taux d'intérêt, à un risque d'écart de taux et à un risque de liquidité précis à l'égard de ses transactions de négociation à titre de contrepartiste sur des titres à revenu fixe. En plus de la supervision et de l'examen actifs de ses activités de négociation par sa haute direction, Groupe Canaccord Genuity atténue son exposition au risque par l'application de diverses limites pour contrôler la concentration, la répartition et l'utilisation du capital, ainsi que de politiques et directives en matière de négociation. La Société gère et surveille ses risques dans ce domaine en appliquant des mesures quantitatives et qualitatives, à l'échelle de la Société ainsi que par pupitre de négociation et par négociateur. Groupe Canaccord Genuity exploite un système d'analyse de scénarios et de mesure de la valeur à risque (VaR) à l'échelle de l'entreprise pour son portefeuille de titres de participation et de titres à revenu fixe. De plus, la direction examine et surveille régulièrement le niveau des stocks et les positions, les résultats des transactions de négociation, l'âge des positions et les niveaux de concentration. Par conséquent, la Société s'assure qu'elle est bien diversifiée en ce qui a trait aux facteurs de risque de marché et que ses activités de négociation respectent les niveaux de tolérance au risque établis par la haute direction. Pour une description détaillée de la méthodologie de la VaR de Groupe Canaccord Genuity, se reporter à la rubrique « Risque de marché » de la notice annuelle de l'exercice considéré de la Société.

RISQUE DE CRÉDIT

Le risque de crédit est le risque de perte associé à l'incapacité d'une contrepartie de remplir ses obligations de paiement. Les activités de négociation des clients du secteur Gestion de patrimoine Canaccord Genuity et des secteurs d'activité sur marge de particuliers sont la principale source de risque de crédit pour Groupe Canaccord Genuity. Pour réduire au minimum son exposition financière dans ce domaine, la Société applique certaines normes de crédit et effectue des examens financiers à l'égard de clients et des nouveaux comptes.

Groupe Canaccord Genuity fournit à ses clients un financement sous forme de prêt sur marge. Dans le cadre d'une transaction sur marge, la Société consent un crédit pour une tranche de la valeur marchande d'une transaction sur titres dans le compte d'un client, jusqu'à concurrence de certains plafonds. Le prêt sur marge est garanti par les titres dans le compte du client. Dans le cadre de ces activités de prêt, Groupe Canaccord Genuity est confrontée à un risque de perte financière dans le cas où un client ne répond pas à un appel de marge si les cours des titres détenus en garantie baissent et si la Société est dans l'impossibilité de tirer une valeur suffisante de ces titres. Aux fins des prêts sur marge, Groupe Canaccord Genuity a établi des plafonds qui sont généralement plus restrictifs que ceux qui sont exigés par les politiques réglementaires applicables.

Groupe Canaccord Genuity est aussi exposée à un risque de perte financière lié aux activités de négociation de ses clients dans le cas où celles-ci se traduisent par des montants exigibles ou en souffrance dans les comptes au comptant partiellement garantis. La Société a conçu un certain nombre de contrôles dans son système de gestion des ordres d'achat et de vente automatisé afin que les transactions par compte individuel et par conseiller individuel soient faites en conformité avec les plafonds et les paramètres de risque établis.

La Société se livre à diverses activités de négociation et de courtage dans le cadre desquelles les contreparties sont principalement des courtiers en valeurs mobilières, des banques, des chambres de compensation, des Bourses, des intermédiaires financiers et d'autres institutions financières. Ces activités comprennent l'activité de placement pour compte, l'emprunt et le prêt de titres de même que la signature de conventions de mise en pension et de prise en pension de titres. Lorsque les contreparties ne remplissent pas leurs obligations, Groupe Canaccord Genuity peut être exposée à un risque. Le risque de défaut d'exécution dépend de la solvabilité de la contrepartie ou de l'émetteur de l'instrument. La Société gère ce risque en imposant pour chaque contrepartie des limites de position individuelles et générales, qu'elle surveille, au sein de chaque segment commercial, et elle passe régulièrement en revue le crédit

des contreparties financières, examine les concentrations de titres et de prêts, détient et évalue à la valeur du marché la garantie sur certaines transactions et fait affaire avec certains organismes de compensation qui garantissent l'exécution.

Groupe Canaccord Genuity comptabilise une provision pour créances douteuses dans les frais d'administration. Toute perte réelle découlant des activités de négociation de ses clients ou qui s'y rapporte, selon ce qui est exposé ci-dessus, est imputée à cette provision. Par le passé, cette provision a suffi à couvrir les pertes réelles.

RISQUE OPÉRATIONNEL

Le risque opérationnel est le risque de perte résultant de processus internes inadéquats ou ayant échoué, de fraudes, de gens et de systèmes, ou d'autres événements externes, comme des désastres ou des menaces pour la sécurité. Le risque opérationnel est présent dans l'ensemble des activités de la Société, y compris les processus, les systèmes et les contrôles utilisés pour la gestion d'autres risques. L'incapacité de gérer le risque opérationnel peut entraîner une perte financière, une atteinte à la réputation, des amendes réglementaires et l'incapacité à gérer les risques de marché ou de crédit.

Groupe Canaccord Genuity exerce ses activités sur différents marchés et s'en remet à ses employés et à ses systèmes pour traiter un nombre élevé de transactions. Pour atténuer ce risque, la Société a créé un système de contrôles internes et d'automatismes régulateurs aux niveaux appropriés qui comportent notamment le rapprochement des transactions au jour le jour, des procédures de contrôle liées à la compensation et au règlement, des transactions et des limites de valeur quotidiennes de toutes les applications de négociation, des contrôles des liquidités, de la sécurité physique, des procédures d'examen indépendant, des normes relatives à la documentation, des procédures de facturation et de perception ainsi que des contrôles d'autorisation et de traitement à l'égard des transactions et des comptes. De plus, la Société a mis sur pied un programme axé sur le risque opérationnel (se reporter à la rubrique « Contrôle et autoévaluation des risques » ci-après) qui aide Groupe Canaccord Genuity à mesurer, à gérer, à signaler et à surveiller les questions concernant le risque opérationnel. Groupe Canaccord Genuity a également des procédures de reprise après sinistre, des plans de poursuite des activités et des redondances intégrées en cas de panne de système ou de défaillance technique. En outre, la Société conclut des ententes de service avec des tiers et a recours à des audits de sécurité, le cas échéant.

Contrôle et autoévaluation des risques

Le contrôle et l'autoévaluation des risques ont pour but :

- de recenser et d'évaluer les principaux risques inhérents à l'entreprise et de les catégoriser en fonction de leur gravité et de leur fréquence;
- d'évaluer l'efficacité des contrôles mis en place à l'égard de ces risques principaux;
- d'atténuer les risques par l'établissement de plans d'action visant à améliorer l'environnement de contrôle, au besoin;
- de fournir aux membres de la direction une approche uniforme pour articuler et communiquer les profils de risque de leur domaine de responsabilité;
- de satisfaire aux exigences réglementaires et aux normes sectorielles.

Groupe Canaccord Genuity a mis en place un processus visant à établir quels sont les objectifs stratégiques de chaque groupe, unité ou service et à recenser, à évaluer et à quantifier les risques opérationnels qui restreignent la capacité de la Société d'atteindre ces objectifs. Les résultats du contrôle et de l'autoévaluation des risques servent spécifiquement à calculer les exigences du capital de risque opérationnel réglementaire pour les activités au Royaume-Uni et l'exposition au risque opérationnel dans l'ensemble des régions. Le contrôle et l'autoévaluation des risques sont mis à jour périodiquement et les résultats sont présentés au comité de gestion des risques et au comité d'audit.

AUTRES RISQUES

Les autres risques englobent les risques qui peuvent avoir une incidence importante défavorable sur les activités, mais qui sont de nature autre que le risque de marché ou de crédit ou le risque opérationnel.

Risque réglementaire et risque juridique

Le risque réglementaire résulte de la non-conformité aux exigences réglementaires, ce qui pourrait entraîner des amendes ou des sanctions. Groupe Canaccord Genuity a établi des procédures afin de s'assurer de respecter toutes les exigences légales et réglementaires pertinentes de chaque territoire. Ces procédures comprennent le traitement de certaines questions comme les exigences en matière de capital réglementaire, les exigences d'information, les contrôles internes à l'égard de l'information financière, les pratiques en matière de vente et de négociation, l'utilisation et la garde des fonds de la clientèle, l'octroi de crédit, la perception, la lutte contre le blanchiment d'argent, les délits d'initiés, les conflits d'intérêts et la tenue des comptes.

Le risque juridique découle des possibilités de poursuites au criminel ou de poursuites civiles ou réglementaires intentées contre Groupe Canaccord Genuity qui pourraient nuire considérablement aux affaires, aux activités ou à la situation financière de la Société. Groupe Canaccord Genuity compte un conseiller juridique en interne en plus d'avoir accès à un conseiller juridique externe pour l'aider à traiter des questions juridiques liées à l'exploitation et pour défendre ses intérêts dans le cadre de diverses poursuites.

Les pertes ou les coûts associés aux questions courantes d'ordre réglementaire et juridique sont inclus dans les frais d'administration dans les états financiers consolidés audités de Groupe Canaccord Genuity.

Risque de réputation

Le risque de réputation est le risque qu'une activité entreprise par une société ou ses représentants ternisse son image au sein de la collectivité ou mine la confiance du public à son égard, entraînant un ralentissement des produits des activités ordinaires, des poursuites ou un accroissement de la surveillance réglementaire. Le risque de réputation peut découler de défaillances d'ordre opérationnel, de la non-conformité aux lois et aux règlements ou au fait d'agir comme chef de file dans le cadre d'une opération de financement non réussie. Le risque de réputation peut aussi se refléter dans la satisfaction de la clientèle et les notations externes, comme des rapports d'analystes de titres de participation. En plus de ses divers contrôles, politiques et procédures en matière de gestion des risques, Groupe Canaccord Genuity s'est dotée d'un code d'éthique et de conduite des affaires officiel et d'un programme intégré axé sur la commercialisation, la marque, les communications et les relations avec les investisseurs afin de l'aider à gérer et à soutenir la réputation de la Société.

FACTEURS DE RISQUE

Pour plus de renseignements sur chacun des facteurs de risque qui s'applique aux activités de Groupe Canaccord Genuity et au secteur dans lequel elle exerce ses activités, se reporter à la rubrique « Facteurs de risque » de la notice annuelle de l'exercice considéré de la Société. Ces risques englobent, sans s'y restreindre nécessairement, ceux qui sont décrits dans la notice annuelle. Les investisseurs devraient examiner attentivement les renseignements sur les risques ainsi que d'autres renseignements présentés dans le présent document avant de prendre des décisions de placement. Il convient de noter que la liste n'est pas exhaustive, mais elle répertorie les risques que Groupe Canaccord Genuity juge d'une pertinence particulière. D'autres facteurs de risque peuvent exister.

RISQUE DE CONTRÔLE

En date du 31 mars 2015, les hauts dirigeants et administrateurs de la Société détenaient collectivement environ 18,0 % des actions ordinaires émises et en circulation de Groupe Canaccord Genuity Inc. (23,0 % des actions ordinaires après dilution). Si un nombre suffisant de ces actionnaires agissent ou votent ensemble, ils pourront exercer une influence importante sur toute question qui nécessite l'approbation des actionnaires, y compris l'élection des administrateurs de la Société, les modifications à ses statuts, les fusions et les plans d'arrangement en vertu des lois canadiennes, les fusions ou la vente d'une partie importante de ses actifs. Cela pourrait empêcher Groupe Canaccord Genuity de conclure des transactions qui pourraient être bénéfiques à la Société ou à ses autres actionnaires. De plus, des tierces parties pourraient ne pas être intéressées à présenter une offre publique d'achat visant l'acquisition d'une partie ou de la totalité des actions ordinaires en circulation de la Société.

En outre, au 31 mars 2015, l'actionnaire le plus important que connaissait la direction était RBC Gestion mondiale d'actifs. La participation totale de RBC Gestion mondiale d'actifs, soit 5 156 774 actions de Groupe Canaccord Genuity Inc., a été confirmée dans son plus récent dépôt effectué en date du 9 mars 2015. Selon les documents déposés, RBC Gestion mondiale d'actifs détenait 5,03 % des actions ordinaires émises et en circulation au 31 mars 2015.

Tout changement marqué de ces participations par suite de la vente ou d'une autre cession, ou toute acquisition importante par d'autres des actions ordinaires sur le marché libre ou dans le cadre de transactions de gré à gré, pourrait entraîner un changement de contrôle et des modifications dans les objectifs ou les pratiques de l'entreprise, ce qui pourrait influencer sur la rentabilité de Groupe Canaccord Genuity.

Restrictions sur la propriété et les transferts d'actions ordinaires

Les restrictions sur la propriété et les transferts d'actions ordinaires énoncées dans les statuts de Groupe Canaccord Genuity pour empêcher des changements de contrôle non autorisés sans le consentement des autorités de réglementation pourraient, dans certains cas, influencer sur la négociabilité et la liquidité des actions ordinaires.

Politique en matière de dividendes

Les dividendes devraient être déclarés et payés trimestriellement, mais le conseil d'administration en déterminera le montant et le moment à son entière discrétion. Tous les paiements de dividendes dépendront de la conjoncture économique générale, de la situation financière, des résultats d'exploitation et des besoins en capital de Groupe Canaccord Genuity ainsi que d'autres facteurs que le conseil jugera pertinents.

Déclaration de dividendes

Le 2 juin 2015, le conseil d'administration a approuvé un dividende trimestriel de 0,05 \$ par action ordinaire payable le 2 juillet 2015 aux actionnaires inscrits le 19 juin 2015. Le conseil d'administration a également approuvé un dividende en espèces de 0,34375 \$ par action privilégiée de série A payable le 30 juin 2015 aux actionnaires inscrits le 19 juin 2015 ainsi qu'un dividende en espèces de 0,359375 \$ par action privilégiée de série C payable le 30 juin 2015 aux actionnaires inscrits le 19 juin 2015.

Renseignements supplémentaires

Des informations additionnelles sur Groupe Canaccord Genuity, y compris la notice annuelle de la Société, ont été déposées sur le site Web de SEDAR à l'adresse www.sedar.com.